

Démocratie Directe

Bulletin du MEDD - Mouvement Européen pour la Démocratie Directe - Edition francophone.

N°11 ^{2e}
Série
MARS 2005

Editeur/Webmaster : Luc MICHEL - Rédacteur en Chef : Fabrice BEAUR
www.medd.info - contact@medd.info

UNIFICATION DU RESEAU DES PARTISANS EUROPEENS DE LA DEMOCRATIE DIRECTE AVEC LE MEDD !



SOMMAIRE

<u>Message de la Rédaction</u>	<u>2</u>
<u>Editorial</u>	<u>3</u>
<u>IIIe Convention internationale du MCR</u>	<u>5</u>
<u>Création du MEDD pan-européen</u>	<u>8</u>
<u>Le MEDD dans l'Espace serbe</u>	<u>9</u>
<u>Provocation anti-libyenne sur Arte</u>	<u>9</u>
<u>Congrès révolutionnaire arabe à Tripoli</u>	<u>10</u>
<u>28eme anniversaire de la Jamahiriya</u>	<u>10</u>
<u>La vision neocoloniale de l'ONU au Darfour</u>	<u>10</u>
<u>Tribune - Temps de chiens en République du Congo</u>	<u>11</u>

2 ★ **Démocratie Directe n°11**

MESSAGE AUX CADRES ET AUX MILITANTS DU « MCR » EN EUROPE, A NOS SYMPATHISANTS ET AUX LECTEURS DE « DEMOCRATIE DIRECTE »

Avec ce numéro 11 de « DEMOCRATIE DIRECTE », qui répond à l'**unification des Réseaux européens du MCR dans la structure unitaire du MEDD**, nous démarrons une nouvelle série de l'organe européen des « Comités Révolutionnaires ». Et à l'**édition francophone** va s'ajouter dorénavant une seconde **édition transnationale** (centrée sur l'anglais et l'espagnol).

Le passage au **format digital PDF**, qui combine les avantages de la diffusion numérique à large tirage avec ceux de la publication imprimée classique « à l'ancienne », va donner un nouvel élan à notre action transnationale et offrir un **nouvel outil d'agit-prop efficace** à notre mouvance.

Notre Communauté militante développe aujourd'hui son action dans plus de vingt pays européens, les provinces de la Grande Nation européenne, engagée de Reykjavik à Vladivostok, dans le processus décisif qui conduit à sa libération et à son unification.

Le rôle du **Mouvement révolutionnaire européen**, notre rôle à tous, est **d'apporter l'idée-force de la Démocratie directe dans le processus d'unification européen**, conçue comme une **alternative à la faillite de la pseudo-démocratie parlementaire « à l'occidentale »**,

dont la corruption et l'inefficacité révèlent chaque jour davantage la véritable nature oligarchique et ploutocratique.

Face à la tentation de l'Europe-forteresse, du repli égoïste et stérile qui est prôné par les tenants du libéralisme et de la xénophobie, et contre eux, notre rôle est aussi de défendre l'**idée généreuse d'une Europe fraternelle, tendant la main aux peuples des quatre continents, solidaire de l'Afrique, de l'Eurasie et du Proche-Orient : la nouvelle Grande Nation !**

Dans cette optique, la défense de la **Jamahiriya libyenne, expérience-pilote de la Démocratie directe et pont entre l'Europe et l'Afrique**, unies par une Méditerranée de Paix et de solidarité, la nouvelle *Mare Nostrum*, est à la fois une priorité et une évidence.

MESSAGE A NOS CAMARADES DU « MCR » D'EUROPE, D'AFRIQUE, D'ASIE ET D'AMERIQUE LATINE

Nous entendons faire de « DEMOCRATIE DIRECTE », au travers de ses deux éditions - transnationale et francophone -, l'**organe unitaire de tous les CR d'Europe**.

Dans cette optique, nous appelons tous les cadres européens des CR à nous faire parvenir en Anglais, Français, Espagnol mais aussi dans la langue de leur pays, leurs articles, analyses et communiqués.

Notre optique est aussi avant tout transnationale et notre combat se place dans la **lutte quadricontinentale pour la Cause des Peuples**. Le MCR est une grande communauté planétaire et fraternelle. « DEMOCRATIE DIRECTE » se conçoit donc également comme la tribune et l'organe de réflexion de tous les partisans de l'**alternative de l'Ere des masses**.

Nous appelons donc les cadres du MCR d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine à participer à la rédaction de « Démocratie Directe » et à nous faire parvenir régulièrement leurs contributions.

Le Comité de Rédaction de « DEMOCRATIE DIRECTE ».
La Coordination-générale européenne du MEDD.

Mouvement Européen
pour la Démocratie Directe
(Comités Révolutionnaires)
MEDD-CR

Coordination générale des CR pour l'Europe :
MEDD

Maagdenstraat 37
B/1000 BRUXELLES
(Belgique)
Tel (+32) 02/218.73.09
Fax (+32) 02/218.73.59

Coordination des CR pour l'Espace francophone
(France, Suisse romande, Wallonie-Bruxelles) :

MEDD-CR - BP 78
F/93423 VILLEPINTE Cedex
(France)
Tel/Fax (+33) 01.43.83.75.32

Courriel : info@medd.info

NOUVEAU

*Démocratie Directe
et Troisième Théorie
Universelle en ligne*

Retrouvez le MEDD :
www.medd.info

Retrouvez le MCR :
www.mcrlebye.org

**L'EDITORIAL
DE LUC MICHEL**

**A L'OCCASION DU 35^e
ANNIVERSAIRE
DE LA REVOLUTION
DE MOAMMAR KADHAFI :
POURQUOI NOUS
SOUTENONS LA REVOLUTION
LIBYENNE !**

Nous soutenons activement la Révolution libyenne. Au delà du soutien à l'**expérience-pilote de Démocratie directe** – dans laquelle nous voyons l'alternative à l'impuissance, à la corruption et à l'inefficacité du Parlementarisme bourgeois – que mène la Libye et des positions en faveur des **Unités européenne, arabe, africaine et méditerranéenne** prises par Kadhafi, ce **35^e anniversaire de la Révolution libyenne** est l'occasion de rappeler les raisons de notre action constante en faveur de la Jamahiriya libyenne et des liens étroits liés avec les « **Comités Révolutionnaires** » libyens.

Le soir du 31 août 1969, presque sans effusion de sang, un petit groupe d'officiers réussissait à mettre à bas le régime ploutocratique et philo-occidental du vieux roi Idriss SENOSSI. Les conjurés sont au nombre de 12. Ils se présentent comme les membres d'un « Conseil de Commandement de la Révolution » (CCR). A la tête du CCR, un jeune capitaine de 27 ans (il sera promu colonel quelques jours plus tard), Moammar Kadhafi, qui mène ainsi à son terme **une action révolutionnaire clandestine amorcée dès le Lycée**. Du CCR devait se structurer une expérience politique de démocratie directe: « **La Troisième Théorie Universelle** ». Inspirée à la fois du PAN-ARABISME hérité de NASSER, d'un Islam réformiste, anti-intégriste, et d'un socialisme populaire, la « Troisième Théorie Universelle » (LE LIVRE VERT de Kadhafi) est une formidable synthèse de Nationalisme-révolutionnaire et d'un Socialisme auto-gestionnaire.

Trois décennies plus tard, la Révolution est accomplie ! Maître de son destin dans le cadre d'une démocratie directe, le peuple

libyen est heureux et vit dans la dignité. Loin du luxe tapageur des pétromonarches alliés de l'Occident, loin de la misère des masses arabes, les richesses du pétrole lui reviennent directement. Dans un monde où pullulent les généraux-présidents et les maréchaux-dictateurs, KHADAFI est toujours colonel. Et sa révolution, théorisée sous le nom de « Troisième théorie universelle » dans son **LIVRE VERT**, inspire les révolutionnaires des quatre continents.

Sous l'impulsion de la Jamahiriya, l'Etat des masses, la Libye est devenue une Grande Nation au service du peuple. Organisée en « Comités populaires » et en « Congrès populaires de base », la démocratie directe est à l'ordre de la politique libyenne. De la sorte, la Libye démontre face à l'outrecuidance occidentale et à l'impérialisme que la vraie démocratie n'est pas là où « on » voudrait le laisser croire, que le parlementarisme des gouvernements capitalistes est une fumisterie anti-démocratique. Comme Kadhafi vient de le rappeler à l'occasion de son discours célébrant les 35 ans de sa Révolution, en appelant au remplacement du parlementarisme ploutocratique yankee par la Démocratie directe et authentique. De plus, la Libye est à l'avant-garde du progrès social dans une région où les multinationales et les trusts capitalistes enrichissent des pétromonarchies et des régimes inféodés aux USA et anti-démocratiques. La Libye est un exemple non seulement pour l'ensemble du peuple arabe et des masses africaines, mais aussi pour tous les véritables démocrates.

La « Troisième Théorie Universelle », politiquement réaliste, a le mérite d'avoir analysé les concepts de la Révolution française de 1789, de la Révolution bolché-

vique de 1917 et des différents mouvements sociaux et socialistes des XIX^{ème} et XX^{ème} siècle. De fait, le principe démocratique est purgé des tares, propres à l'incertitude des différents théoriciens de la révolution... Le « LIVRE VERT » est un outil de propagande pour un véritable socialisme et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est ce que la société de « l'Homo Oeconomicus » ne peut supporter et c'est pourquoi la dictature de la nouvelle Carthage et ses larbins occidentaux ont appliqué envers la « Jamahiriya Libyenne » une politique d'agression constante.

Dans une grande kermesse médiatique, les affaires « LOCKERBIE » et autres « DC10 d'UTA » ont été dans ce contexte un immonde prétexte pour sanctionner abusivement la Libye révolutionnaire, unique Démocratie directe. Le pays a été frappé pendant plus de dix ans d'un **embargo injustifié**, destiné à briser son peuple et à le plonger dans la misère, génocide insidieux renouvelé ensuite en Irak. Et la Libye a du acheter au prix fort sa levée.

Mais celui que la propagande occidentale qualifiait de « terroriste » est aujourd'hui devenu **le sage de l'Afrique**, vers lequel se tournent les élites d'un continent lassé du néocolonialisme et des guerres civiles entretenues par l'impérialisme.

Après NASSER, Kadhafi n'a eu de cesse de mettre en place et de structurer une Grande Nation Arabe Unie. Il faut préciser qu'à la conclusion de chacun des traités d'Union proposés par la Libye, l'impérialisme a exercé des pressions financières et politiques sur les pays contactés. Mais aujourd'hui devant les énormes difficultés du projet Arabe, l'Unité africaine est devenue le nouveau chantier de la Jamahiriya. Et les premiers succès sont déjà au rendez-vous.

Car le guide de la Révolution libyenne, après avoir labouré la mer pour tenter de faire l'unité pan-arabe, le rêve de sa jeunesse, s'est pragmatiquement tourné vers **l'unité panafricaine** et se bâtit aujourd'hui avec un succès chaque jour grandissant pour les « Etats-Unis d'Afrique ». Un projet et non plus un rêve, tourné vers le XXI^{ème} siècle et **orienté vers la soudure avec l'Union européenne et la Paix et l'unité entre les peuples de la Méditerranée**.

C'est cet homme et la Révolution qu'il guide que nous soutenons indéfectiblement, dans les bons et les mauvais jours. Parce que KHADAFI est avec le CHE la figure de proue du révolutionnaire engagé dans le combat anti-impérialiste. Comme l'a souligné notamment Nelson Mandela. Parce que son combat pour la dignité et la **Cause des Peuples** est le nôtre.

Et aussi parce que la « Troisième théorie universelle », doctrine de l'unité panafricaine, avec sa « démocratie directe » – dont l'application en Libye est une précieuse expérience pilote –, et le Mouvement

4 ★ Démocratie Directe n°11

révolutionnaire qui soutient l'unification européenne sont issus de la même volonté de justice et d'équité, portées par la même volonté de libération nationale et sociale.

A ceux qui nous disent que Kadhafi a changé, nous répondons : écoutez son récent **discours de Bruxelles d'Avril 2004 (*)**, où il a rappelé aux parlementaires belgicains que l'Histoire les avait déjà condamnés, ou encore sa critique féroce du démo-ploutocratisme yankee dans son **discours de Syrte** à l'occasion de ce 35e anniversaire de la Révolution libyenne ! Kadhafi a ainsi appelé les U.S.A. à « se transformer en République du peuple » et précisé que les élections ne sont que « *vieille distraction* » à abolir. Dans son discours, il a expliqué que le système des élections, cette « *vieille distraction qui donne naissance à des instances sans aucune représentativité populaire* », doit être aboli au profit de la « *création de Comités populaires* ». De même que l'Armée et la police « *doivent être dissoutes, la défense du pays et la sécurité intérieure étant assurées par le peuple tout entier* ».

Il a encore lancé, dans son intervention, un appel solennel aux intellectuels et aux universitaires américains, leur demandant d'étudier son « *Livre Vert* », puis de mettre à profit ses enseignements pour ériger la « *Jamahiriyah américaine* ». Kadhafi a rappelé qu'il avait prédit, dans son LIVRE VERT, « *l'effondrement de l'URSS* », de même qu'il « *prédit aujourd'hui l'effondrement du capitalisme, de l'impérialisme, du système parlementaire, de la répression et de l'exploitation des peuples. Ceux-ci, ajoute-t-il, seront remplacés par la Jamahiriyah et le socialisme du peuple* ».

La Révolution libyenne a trente ans. Nous savons qu'elle connaîtra encore bien des coups, des agressions, des complots, des tentatives révisionnistes. Mais elle marche avec l'histoire et on ne l'arrêtera pas !

■ **Luc MICHEL,**
Coordinateur-général des CR
pour l'Europe

(*) Lire l'Editorial de Luc MICHEL pour « Radio PCN » du 29 avril 2004 :

« *DEMOCRATIE DIRECTE, SOLIDARITE EURO-AFRICAINNE, UNION DES PEUPLES DE LA MEDITERRANEE, LUTTE CONTRE LE COLONIALISME : A BRUXELLES, MOAMMAR KADHAFI REAFFIRME LES GRANDS AXES DE SON ACTION POLITIQUE* » sur le site du PCN dans la rubrique Editos de Luc MICHEL à l'adresse suivante : <http://www.pcn-npc.com/editos/fr/ed-040429.htm>

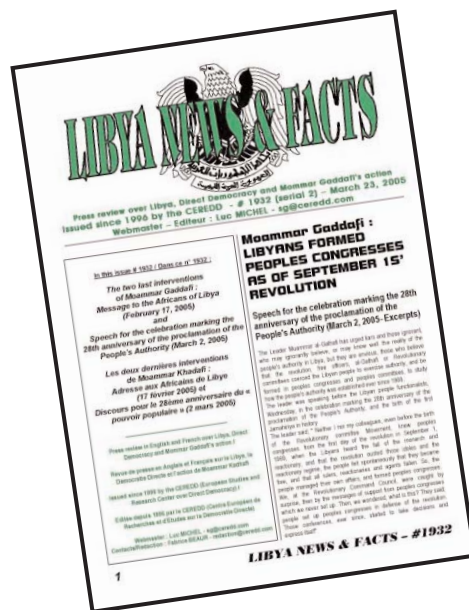
« LE LIVRE VERT » DE MOAMMAR KADHAFI

Découvrez par vous-même la "Troisième Théorie Universelle". Procurez-vous votre exemplaire du Livre Vert écrit par le Leader Africain le plus controversé et charismatique de notre temps.

Dans trois chapitres, le Guide Libyen examine les problèmes économiques, sociaux et politiques qu'affrontent le monde d'aujourd'hui, et présente un programme radical comme alternative.

Le Livre Vert fournit une révision complète des théories bourgeoises. Les propositions avancées par Moammar KADHAFI ne sont pas de simples théories mais des explications perspicaces. La Jamahiriyah Libyenne en est la réalité vivante.

Pour obtenir votre exemplaire du « LIVRE VERT », écrivez-nous ou envoyez-nous un courriel à info@medd.info



LISEZ «LIBYA NEWS & FACTS»

Édité par le Centre Européen de Recherches et d'Etudes sur la Démocratie Directe

Revue de presse en Anglais et Français sur la Libye, la Démocratie Directe et l'action de Moammar Kadhafi

Disponible gratuitement en format PDF sur :

WWW.CEREDD.COM

DOSSIER "LIBYE 2003"

LE QUOTIDIEN DU PCN en ligne a publié un DOSSIER "LIBYE 2003" sur 5 éditions spéciales (bilingues Français-Anglais) :

LA LIBYE A LA CROISEE DES CHEMINS

Ière partie (n° 776 - 24 octobre 2003) :

Moammar Kadhafi : "La fin du Nationalisme arabe"

IIème partie (n° 777 - 25 octobre 2003) :

Luc Michel : "La Libye entre menaces de Guerre et chantages impérialistes"

IIIème partie (n° 778 - 27 octobre 2003) :

PCN : "Pourquoi nous soutenons la Révolution de Kadhafi"

Khalil Ahmed Khalil : "L'esprit de la Révolution jamahiriyenne"

IVème partie (n° 780 - 29 octobre 2003) :

La Libye accuse à son tour :

"Nous voulons aussi des compensations pour l'exploitation coloniale subie"

Vème partie (n° 782 - 31 octobre 2003) :

Me Njem : "La Révolution jamahirienne dans la perspective d'une Afrique unie ou l'esclavage neo-colonialiste"

To receive this 5 issues free / Pour recevoir gratuitement ces 5 numéros : info@pcn-npc.com

Pour une information régulière sur la Libye :

Inscrivez-vous gratuitement à "LIBYA NEWS AND FACTS",

Revue de presse en Anglais et Français sur la Libye, la Démocratie Directe et l'action de Moammar Kadhafi, éditée depuis 1996 par le CEREDD (Centre Européen de Recherches et d'Etudes sur la Démocratie Directe) : cereddbxl@yahoo.fr

III^e CONVENTION INTERNATIONALE DU MCR SUR LE THEME DE LA « NECESSITE DE L'EXPANSION DE LA PENSEE JAMAHIRIYENNE »

Allocution d'ouverture de la III^e Convention internationale du Mouvement des Comités Révolutionnaires (Janzour – Libye, 20-23 septembre 2004) pour les militants européens du MCR :

BILAN ET PERSPECTIVES POUR L'EUROPE

Chères Sœurs, Chers frères,

Je vous apporte le salut fraternel et militant des **membres européens des « Comités Révolutionnaires »** qui défendent l'idéal de la **Démocratie directe** sur tout le continent.

L'Europe est un milieu difficile pour notre combat ; nous y subissons en effet le poids écrasant du Système occidental, avec son idéologie consumériste et son expression politique, la soi-disant « démocratie parlementaire ».

Nous devons aussi faire face à trois décennies de propagande et de mensonges contre le frère-guide Moammar Kadhafi.

Malgré cela, nous construisons années après années le **Réseau européen des Comités Révolutionnaires**.

Parmi nos réalisations, relevons notamment :

- la constitution d'une « **Coordination du réseau européen pour la démocratie directe** », dont le but est de coordonner notre action sur tout le continent ;
- la publication du Bulletin « **LIBYA NEWS AND FACTS** », dont nous avons édité en Français et en Anglais près de 2.000 numéros depuis 1996 ;
- l'ouverture d'une **Centrale européenne à Bruxelles**, capitale de l'Union européenne, dotée de sa « **LIBRAIRIE VERTE** » ;
- relevons à ce sujet **notre activité dans les deux capitales qui comptent le plus actuellement en Europe : Bruxelles, capitale de l'UE, et Paris, capitale de la francophonie**. De ces deux villes, nous rayonnons sur toute l'Europe et sur le vaste Monde francophone, qui va du Québec au Continent africain.
- nous tenons à souligner que **nous menons notre combat en Europe même aux côtés de frères Africains et Arabes qui y vivent et partagent notre idéal**.
- parmi d'autres activités, relevons encore **l'organisation des « Universités d'Été pour les mouvements verts, pacifistes et alternatifs en Europe »**, lieu d'échange et de combat pour les militants européens et africains d'Europe.

Je me dois d'expliquer **pourquoi des Européens soutiennent l'idée de la Démocratie directe**.

Nous subissons en Europe, comme dans toute l'aire occidentale, une crise profonde de la pseudo « démocratie parlementaire ». Le règne des vieux partis usés se transforme chaque jour davantage en dictature d'une oligarchie égoïste et incapable.



Luc MICHEL (extrême-gauche) aujourd'hui coordinateur des CR pour l'Europe à la tribune de la III^e Convention internationale du MCR à Janzour-Libye.

La « démocratie parlementaire », la domination de la partitocratie, se révèle en ce III^e millénaire naissant incapable de répondre aux défis qui se posent à l'Humanité. Jamais l'exploitation, le néo-colonialisme, les injustices n'ont été aussi flagrantes. Et l'Europe, bien au contraire, n'y fait pas exception.

Nous percevons donc dans la démocratie directe l'Alternative à la faillite du Parlementarisme libéral bourgeois.

Rendre aux masses le contrôle de leur destin est plus que jamais nécessaire.

Nous voyons aussi dans **la Libye du frère Kadhafi une expérience-pilote de Démocratie directe**, dont les enseignements sont précieux pour l'avenir.

En tant qu'Européens, nous nous souvenons aussi qu'une autre expérience de démocratie directe est née sur notre continent dans la **Suisse** libre d'hier. Et nous nous rappelons que le concept de la démocratie directe a été exposé en France dès 1793 par l'incorruptible **Robespierre**. En défendant la version moderne de la démocratie directe jamahiriyenne, **nous renouons avec l'idéal de liberté de nos peuples**.

En tant qu'Européens, je voudrais conclure en saluant **l'action constante de Moammar Kadhafi en faveur de la synergie des unités européennes et africaines**.

On l'ignore trop souvent mais le frère-guide n'est pas seulement un grand leader du Pan-africanisme, mais aussi un partisan résolu de toujours d'une Europe unie, libre et grande.

Nous tenons à rendre hommage à Kadhafi l'Européen !

Le rôle, qu'il a initié, de la Libye en tant que **pont et trait d'union entre l'Afrique et l'Europe** est capital pour l'unité retrouvée de nos peuples autour des deux rives de **notre Méditerranée commune**.

Luc MICHEL,

Coordinateur-général des CR à Bruxelles.

Administrateur-général de la

« Coordination du Réseau Européen pour la Démocratie Directe ».

6 ★ **Démocratie Directe n°11**

Présentée par : Mahmud Nuweihi (Jordanie) – Sitta Idrissa (Afrique) – José Gildes de Almeda (Amérique latine) – Luc Michel (Europe)

PROPOSITION DE MOTION POLITIQUE

Nous, frères-camarades du Mouvement des Comités Révolutionnaires Mondial venus des quatre continents et participant à la IIIe Convention Internationale du MCR, saluons le frère-Guide Moammar Al Kadhafi et la Grande Jamahiriya Arabe Populaire et Socialiste, et nous les remercions pour leur accueil fraternel.

Nous affirmons notre volonté de poursuivre le chemin révolutionnaire ainsi qui suit :

1° Nous affirmons l'unité mondiale du mouvement révolutionnaire, venus d'Afrique, du monde Arabe, d'Europe, d'Amérique, d'Asie et du sous continent indien. Face à l'offensive mondiale de l'impérialisme, du sionisme, de la globalisation libérale et du capitalisme, et à leur arrogance sans limite, nous appelons à la constitution d'un front unitaire de résistance et de lutte avec un slogan commun : « sur différents fronts, nous menons une seule bataille ! ».

2° Nous, partisans de la démocratie directe, affirmons que le système du pouvoir des masses représente la seule alternative à la faillite, à la corruption et à l'impuissance du parlementarisme libéral bourgeois.

3° En ce XXI^{ème} naissant, face au retour offensif et arrogant de l'impérialisme, du néo-colonialisme et du sionisme, nous proclamons notre soutien actif à tous les peuples en lutte pour leur indépendance et leur dignité. Le temps des luttes de libération nationale et sociale n'est pas terminé !

Nous affirmons particulièrement notre fraternelle solidarité avec la Résistance palestinienne, la Résistance irakienne, les peuples de la Corée du Nord, du Soudan, de Syrie, du Liban et d'Afghanistan, la Révolution bolivarienne du Venezuela, Cuba Socialiste, les mouvements révolutionnaires de Colombie et du Népal.

4° Nous proclamons notre volonté de combattre pour la paix mondiale face aux menaces permanentes de guerre que font peser sur notre monde le bellicisme et la course aux armements des puissances impérialistes. Nous dénonçons la possession des armes de destruc-

tion massive particulièrement par les USA et Israël et la terreur permanente qu'ils font peser sur le monde.

5° Nous saluons l'action du frère-Guide Kadhafi, en faveur des unités africaine et européenne. La vision de la Libye, trait d'union et pont entre l'Afrique et l'Europe, est un pas décisif et capital vers l'instauration d'une ère de paix et de fraternité entre les peuples. Dans cette vision progressiste, le dialogue et l'unité des peuples des deux rives de la Méditerranée est actuellement la question capitale du combat pour la paix.

6° Nous lançons particulièrement un appel à l'Union Européenne pour qu'elle engage un dialogue direct et global avec la Nation arabe.

7° Nous sommes préoccupés par le retour de la guerre en République du Congo, dans la région des Grands lacs, en Côte-d'Ivoire et au Darfour, suscité par les manœuvres impérialistes. Nous appuyons les efforts du frère Moammar Al Kadhafi, de l'Union Africaine et de l'Union Européenne en faveur de la paix. Nous sommes opposés à l'envoi des troupes impérialistes dans ces différentes régions.

8° Nous félicitons enfin la Jamahiriya Arabe Libyenne pour la levée complète des sanctions iniques qui la frappait injustement depuis plus d'une décennie.

Le cas libyen illustre l'injustice qui dirige aujourd'hui les Nations-Unies et singulièrement le Conseil de Sécurité aux mains de l'Impérialisme. Nous appelons à une réforme du Conseil de Sécurité où les peuples d'Afrique, d'Europe, d'Amérique latine et du Monde arabe doivent être directement représentés chacun par un siège permanent.

En avant pour l'ère des masses !

COMMUNIQUE POLITIQUE

Nous, coordinateurs du Mouvement des Comités Révolutionnaires Mondial venus des quatre continents et participant à la IIIe Convention Internationale du MCR, saluons le Frère-Guide Moammar Al Kadhafi et le peuple de la Grande Jamahiriya que nous remercions pour leur accueil fraternel.

Nous affirmons ce qui suit :

1° Nous, partisans de la Démocratie directe, affirmons que le système du pouvoir des masses est l'unique alternative à la faillite des gouvernements classiques. Nous proclamons notre détermination à emmener les masses au pouvoir au travers de l'établissement de l'autorité du peuple.

2° Nous affirmons notre détermination à lutter et à œuvrer en faveur de la paix mondiale et contre les dangers permanents de guerres imposées à notre monde. Nous rendons hommage à la décision de la Grande Jamahiriya de se débarrasser des armes internationalement prohibées, et de lutter pour le développement de la paix.

3° Nous saluons l'initiative du Frère-Guide Moammar Al Kadhafi en faveur de l'édification de l'Union Africaine et de son rôle dans la consolidation des relations avec l'Union Européenne et les pays de l'Amérique latine. Nous considérons que les actions menées par le Guide dans ce contexte ont ouvert les horizons, afin que le monde puisse être en paix.

4° Nous sommes préoccupés par le retour de la guerre et de la violence en République démocratique du Congo, dans la région des Grands lacs, en Côte d'Ivoire et au Darfour, suscités par les manœuvres impérialistes. Dans ce contexte, nous demandons au Frère-Guide d'user de sa sagesse et de son rôle dirigeant pour ramener la paix dans l'Union Africaine.

5° Le Mouvement des Comités Révolutionnaires affirme sa solidarité et son soutien aux mouvements populaires, aux forces révolutionnaires



Solidarité Europe-Afrique à la IIIe Convention du MCR.

Démocratie Directe n°11 ★ 7



Luc MICHEL, Gilberto FLOBERTO - Responsable Communication/Net du MCR à Tripoli et Maître Dominique JOURDAIN.

res qui refusent l'injustice, ainsi qu'aux mouvements verts, pacifistes et alternatifs.

6° Face au retour offensif et arrogant de l'impérialisme, du néocolonialisme et du sionisme, nous proclamons notre solidarité avec la Résistance palestinienne et la Résistance irakienne contre l'occupation. Nous condamnons les exactions commises à l'encontre de ces deux peuples, telles que les assassinats, l'emprisonnement, la torture, l'expulsion de leur territoire, et l'attaque quotidienne contre leur dignité humaine.

7° Nous réaffirmons l'unité qui lie les membres des Comités Révolutionnaires, partout en Europe, en Afrique, en Amérique latine, en Asie et dans le Sous-continent indien face à l'impérialisme, au sionisme et à leur arrogance illimitée. Nous appelons à une vaste mobilisation populaire sous un seul slogan basé sur le pouvoir du peuple.

Tripoli, le 23 septembre 2004.

Les Participants à la IIIème Convention internationale du MCR.

MESSAGE AU FRERE-GUIDE DE LA GRANDE REVOLUTION D'AL FATEH

Frère-Guide,

Nous, membres du Mouvement des Comités Révolutionnaires Mondial, participant aux travaux de la IIIe Convention Internationale des Coordinateurs du Mouvement Révolutionnaire Mondial organisée dans la chaabiya de Jafara du 20 au 23 septembre 2004, saluons votre décision d'avoir fondé le Mouvement des Comités Révolutionnaires. Nous apprécions votre création de la Troisième Théorie Universelle, la théorie de la Démocratie directe et votre instauration de la Grande Jamahiriya, en tant qu'Etat pionnier dans l'établissement de l'autorité du peuple et dans la réalisation de la justice sociale.

Nous saluons vivement votre rôle central dans la réalisation de l'Union Africaine, ainsi que votre conception de la Grande Jamahiriya en tant que pont vers la paix et lien entre l'Afrique et l'Europe.

Nous saluons vos initiatives concrètes en ce monde déchiré par les guerres et les conflits derrière lesquels se dresse l'arrogance de l'impérialisme, du néocolonialisme et du sionisme.

Nous vous félicitons pour votre initiative courageuse dans l'élimination des programmes et recherches pouvant potentiellement conduire à la création d'armes de destruction massive. Une décision aussi sage devrait être prise en exemple et suivie par tous les autres pays qui possèdent des armes aussi terrifiantes.

Nous apprécions votre courage et votre sagesse qui ont conduit à la levée totale des sanctions iniques imposées à la Jamahiriya depuis plus d'une décennie.

Cher leader,

Depuis que vous nous avez montré la voie au travers de la Troisième Théorie Universelle, conçue comme une alternative unique pour résoudre les crises politique, économique et sociale qui sont la plaie des sociétés humaines, nous vous assurons que les peuples du monde sont de plus en plus conscients de la pensée jamahiriyyenne. Le développement du Mouvement des Comités Révolutionnaires Mondial sur tous les continents est la preuve de l'expansion croissante de votre pensée jamahiriyyenne et de l'approche de l'ère des masses.

Tripoli, le 23 septembre 2004

Les Participants à la IIIème Convention internationale du MCR.



Maître Dominique JOURDAIN - Direction des Affaires juridiques du MEDD - et Luc MICHEL.

MEDD : COMMUNIQUES DE PRESSE, ACTIVITES ET NOUVELLES DES SECTIONS REGIONALES

Communiqué de presse du 13 octobre 2004

UNIFICATION DU RESEAU DES « COMITES REVOLU- TIONNAIRES » EN EUROPE : CREATION DU « MOUVEMENT EUROPEEN POUR LA DEMOCRATIE DIRECTE »

Du 20 au 23 septembre s'est tenue en Libye la **IIIe convention internationale du « Mouvement des Comités Révolutionnaires » mondial**, avec la participation de plusieurs centaines de coordinateurs du MCR venus des quatre continents.

Le MCR est une organisation internationale de masse, présente en Afrique, en Europe, aux Amériques et en Asie. Son siège est à Tripoli en Libye. Le MCR regroupe **les partisans de la Démocratie Directe et de son expérience-pilote, la Révolution libyenne**. Le MCR est présent dans 17 pays européens, à l'Ouest comme à l'Est.

Cette convention a rappelé les grands axes du combat du MCR contre l'impérialisme, le Sionisme, le néo-colonialisme, la globalisation libérale et l'exploitation. Elle a aussi réaffirmé son soutien aux Résistances palestinienne et irakienne.

La IIIe Convention a insisté sur **la place capitale du Mouvement révolutionnaire européen au sein du Front unitaire quadricontinental des peuples en lutte** pour la liberté et la dignité. Et elle a souligné le **rôle moteur de Mouammar Kadhafi, avec sa conception de la Libye comme un pont entre l'Union Européenne et l'Union Africaine, dans l'avènement d'une Méditerranée unie et pacifique**.

A l'issue de cette IIIe Convention, **Luc MICHEL (*)** a reçu la charge, nouvellement créée, de **Coordinateur-général du MCR pour l'Europe**. Avec pour mission prioritaire **l'unification et l'intégration de tous les Comités Révolutionnaires d'Europe dans un réseau unique, unitaire et transnational**.

Le **Comité Révolutionnaire de l'Espace francophone**, qui regroupe depuis 1997 sur une base transnationale les militants des CR de Belgique, France et Suisse, ainsi que les Arabes, Turks et Africains vivant dans ces pays, va servir de modèle au nouveau Réseau unitaire.

L'ensemble des Comités Révolutionnaires européens, qui agissait jusqu'à présent de façon autonome et sous diverses appellations, vont se constituer en ainsi en **une seule organisation, dont la centrale est installée à Bruxelles** : le **MEDD – « Mouvement Européen pour la Démocratie Directe »** (en Anglais : « *Movement for the European Direct Democracy* »).

Le site Internet du Comité francophone (www.medd.info) devient le site unique du MEDD en Europe et **va se transformer en portail multilingue**.

La centrale du MEDD publiera les bulletins de liaison : « **DEMOCRATIE DIRECTE** » en français et « **DIRECT DEMOCRACY** » en Anglais !

Le MEDD entendent particulièrement :

- militer pour la **Démocratie directe** en tant qu'alternative à la faillite et à la corruption de la pseudo démocratie parlementaire,

- **renouer avec les racines européennes de la démocratie directe** (expérience suisse, théorie de l'incorruptible Robespierre en 1793, etc.) et **assurer leur synergie avec l'expérience pilote moderne de démocratie directe développée par la Révolution libyenne de Mouammar Kadhafi**,

- **lutter pour la Cause des Peuples** et particulièrement **l'unité de pensée et d'action entre les Révolutionnaires d'Afrique et d'Europe**. ■

(*) Administrateur-général de la « Coordination du Réseau européen pour la Démocratie Directe », éditeur de la Newsletter « LIBYA NEWS AND FACTS » et de la revue « LA CAUSE DES PEUPLES ».

Press release - October 13, 2004

UNIFICATION OF THE NET- WORK OF THE "REVOLU- TIONNARY COMMITTEES" IN EUROPE: CREATION OF THE "MOVE- MENT FOR THE EUROPEAN DIRECT DEMOCRACY"

From September 20 to 23 was held in Libya the **IIIrd International Convention of the world "Movement of the Revolutionary Committees"**, with the participation of several hundreds of coordinators of the RCM who came from the four continents.

The RCM is a mass international organization, present in Africa, in Europe, in Americas and in Asia. Its seat is in Tripoli in Libya. The RCM gathers **the partisans of the Direct democracy and its pilot experience, the Libyan Revolution**. The RCM is present in 17 European countries, in the West as in the East.

This convention pointed out the large axes of the fight of the RCM against imperialism, Zionism, neo-colonialism, liberal globalisation and exploitation. It also reaffirmed its support to Palestinian and Iraqi Resistances.

The third Convention insisted on **the capital place of the European revolutionary Movement within the unitary quadricontinental Front of the people in fight** for freedom and dignity. And it underlined **the driving role of Muammar Gaddafi, with his conception of Libya as a bridge between the European Union and the African Union, in the advent of a united and peaceful Mediterranean**.

At the end of this IIIrd Convention, **Luc MICHEL (*)** received the responsibility, a new creation, of **Coordinator-General of the RCM for Europe**. With as priority mission the **unification and the integration of all the Revolutionary Committees of Europe in a single, unitary and transnational network**.

The Revolutionary Committee of the French-speaking Space, which gathers since 1997 on a transnational basis the RC militants of Belgium, France and Switzerland, as well as the Arabs, Turks and Africans living in these countries, will be used as model within the new unitary Network.

The whole of the European Revolutionary Committees, which acted until now autonomously and under various names, will thus be con-

Démocratie Directe n°11 ★ 9

stituted in **only one organization, whose head office is installed in Brussels: the MEDD – “Mouvement Européen pour la Démocratie Directe”** (in English: “Movement for the European Direct Democracy”).

The Internet site of the French-speaking Committee (www.medd.info) becomes the single site of the MEDD in Europe and **will transform itself into a multilingual portal.**

The head office of the MEDD will publish the connection bulletins: “**DEMOCRATIE DIRECTE**” in French and “**DIRECT DEMOCRACY**” in English !

The MEDD wants particularly:

- to militate for **the Direct democracy** as an alternative to the bankruptcy and corruption of the pseudo parliamentary democracy,
- **to join again with the European roots of the direct democracy** (Swiss experience, theory of incorruptible Robespierre in 1793, etc.) and **to ensure their synergy with the modern pilot experience of direct democracy developed by the Libyan Revolution of Muammar Gaddafi,**
- **to fight for the Peoples' Cause** and particularly **the unity of thought and action between the Revolutionaries of Africa and Europe.** ■

(*) Administrator-General of the “Coordination of the European Network for the Direct Democracy”, editor of the Newsletter “LIBYA NEWS AND FACTS” and of the review “THE PEOPLES' CAUSE”.

Communiqué de Presse du MEDD - 29 octobre 2004

CREATION D'UN COMITE REGIONAL PAN-SERBE DU « MOUVEMENT EUROPEEN POUR LA DEMOCRATIE DIRECTE »

L'unification des « **Comités Révolutionnaires** » (CR) d'Europe (1) dans une Organisation européenne transnationale unitaire, le **MEDD / « Mouvement Européen pour la Démocratie Directe »**, crée une dynamique et des synergies nouvelles pour les partisans et analystes européens de l'expérience-pilote libyenne.

Ce 25 octobre a été créé à Belgrade, à l'initiative du **Coordinateur-général des CR pour l'Europe, Luc MICHEL**, un nouveau **COMITE REGIONAL PAN-SERBE du MEDD**, qui couvre l' « **Espace serbe** » (Serbie-Monténégro / Republika Srpska / Kosovo-Métochie / Diaspora serbe).

Le nouveau **Coordinateur régional** du MEDD est **Yves BATAILLE** (2) rédacteur de « **LA LETTRE GEOPOLITIQUE** » à Belgrade.

Les représentants des secteurs géographiques respectifs sont :

- pour la Serbie-Monténégro : **Dragan ALEKSIC** (coordinateur régional-adjoint),
- pour la Republika Srpska : **Miroslav IVANOVIC** (coordinateur régional-adjoint),
- pour le Kosovo-Métochie : **Milos IVANOVIC** (coordinateur régional-adjoint),
- pour la Diaspora serbe : **Mila ALECKOVIC BATAILLE** (coordinateur général-adjoint chargé de la Diaspora serbe). ■

Contact du Comité régional pan-serbe : pddl@ptt.yu

Notes :

(1) Le Mouvement des Comités Révolutionnaires (MCR) est une organisation internationale de masse, présente en Afrique, en Europe, aux Amériques et en Asie. Son siège est à Tripoli en Libye. Le MCR regroupe les partisans de la Démocratie Directe et de son expérience-pilote, la Révolution libyenne, et s'adresse aux mouvements verts, pacifistes et alternatifs . Le MCR est présent dans 17 pays européens, à l'Ouest comme à l'Est.

(2) Yves Bataille est une figure bien connue du Mouvement national révolutionnaire européen et eurasiste. Marié à une Serbe, il vit à Belgrade depuis une dizaine d'années. Géopolitologue et spécialiste,

notamment, de l'Aire francophone et des Balkans, il édite **LA LETTRE GEOPOLITIQUE**.

Communiqué de Presse du MEDD du 24 novembre 2004

MANIPULATION DE L'INFORMATION SUR « ARTE » : SCANDALEUSE PROVOCATION ANTI-LIBYENNE !

Ce mercredi 24 novembre, la chaîne publique de TV de télévision franco-allemande **ARTE** se livrait à une scandaleuse provocation anti-libyenne, à l'occasion de la diffusion par le magazine d'actualité internationale « **ARTE MAGAZINE** » d'un portrait du **démagogue d'extrême-droite roumain Vadim Tudor**.

Ce provocateur xénophobe et néofasciste, **hier antisémite**, et **bien curieusement devenu aujourd'hui sioniste et très entouré de conseillers israéliens** (ce qui est révélateur de ceux qui instrumentalisent la provocation), y est notamment présenté sur une séquence filmée de quelques secondes en compagnie du guide de la révolution libyenne Mouammar Kadhafi.

Cette séquence est isolée de son contexte et repose sur une scandaleuse manipulation de l'information par ARTE, de plus en plus orientés vers la propagande sioniste.

Diffusée le jour même de l'arrivée du président français Chirac à Tripoli, ce qui n'est nullement un hasard, elle vise à salir l'image de la Libye et l'amitié franco-européo-libyenne.

Le MEDD, mouvement unitaire qui regroupe les partisans de la révolution libyenne dans 17 pays européens, tient donc à **rectifier les fausses informations diffusées par ARTE**, et ceci d'autant plus que ses principaux responsables en ont été les protagonistes.

L'incident a eu lieu à l'occasion du « **Symposium sur la globalisation** » à Tripoli, en avril 1997, où près d'un millier de diplomates, cadres politiques, parlementaires et journalistes, venus des quatre continents prirent part (*).

A l'issue de ce symposium, une délégation de plusieurs centaines de participants fut conviée à rencontrer Moammar Kadhafi à Syrte. C'est à cette occasion que fut découverte la présence du provocateur Tudor, dont les Libyens ignoraient l'appartenance et les amitiés politiques.

Le bref discours qu'il fit à la tribune fit scandale – il déclarait en totale provocation : « **J'ai deux amis, Le Pen et Kadhafi** ». Prononcé devant une assemblée où dominaient africains et arabes, **la référence à Le Pen suscita huées et protestations**. Ce qui provoqua la surprise de Kadhafi lui-même, qui apparaît nettement dans la séquence filmée diffusée par **ARTE**.

Cette provocation suscita une réaction immédiate de **Luc MICHEL** (aujourd'hui coordinateur-général du MEDD (MCR) pour l'Europe), l'ennemi N°1 du « Front National » en Belgique, et de notre regretté ami **Marcel Mangé, avocat antillais et fondateur du MRAP**, compagnon de Frantz Fanon, qui prirent l'initiative de **faire diffuser une pétition demandant l'expulsion de Vadim Tudor**. Signée par l'écrasante majorité des participants au Symposium – dont 20 ministres africains, 14 ambassadeurs et le représentant de l'UNESCO à Paris, cette pétition fut remise à Moammar Kadhafi. Et Tudor fut prié de quitter la Libye.

ARTE, en dissimulant la vérité, bien connue, sur cette affaire et en présentant Tudor comme un « ami de Kadhafi », alors que les Libyens furent tout simplement les victimes d'un provocateur sioniste, manipule l'information.

■ **Coordination-Générale Européenne du MEDD.**

(*) Ce « **Symposium international contre la globalisation** » fut la manifestation internationale la plus importante des Libyens dans les années 90. Il s'agissait aussi de défier l'embargo et de montrer le soutien international à Kadhafi. Il y a eu aussi un meeting public.

10 ★ Démocratie Directe n°11

L'ambiance était délirante dans les rues et la fraternisation totale. L'Hilton de Tripoli et un autre hôtel étaient entièrement réservés. Et deux gros avions porteurs plus un moyen porteur pour le déplacement à Syrte. Débats et conférences retransmis en direct sur la TV locale. Et sur satellite en boucle.

Une forte délégation a ensuite été reçue à Syrte par Kadhafi. Présents plusieurs centaines de participants, **une vingtaine de ministres africains** – dont l'**ancien premier ministre du Tchad Kassire, 14 ambassadeurs**, et quelques vedettes historiques comme **Kenneth Kaunda** (leader indépendantiste en Zambie en 1960) et un général égyptien qui avait participé à la Révolution de Nasser.

Parmi la délégation russe : **Ruslan Kasboulatov**, ancien président de la Douma, et un ministre tchétchène.

Parmi les Français : notamment Roger Garaudy, Marcel Mangé (MRAP), Me Isabelle Coutant-Peyre, l'écrivain Jean-Pierre Faye, Yves Fromion-Danet (VERTS) et Luc Michel (PCN-NCP).

Communiqué de Presse du MEDD du 7 mars 2005

MESSEGE DE SOUTIEN DU MEDD AU 6e CONGRES GENERAL DE LA « RENCON- TRE DU DIALOGUE ARABE DEMOCRATIQUE REVOLUTIONNAIRE »

Le MEDD, qui regroupe les partisans européens de la Démocratie directe, salue les participants au « 6e CONGRES GENERAL DE LA RENCONTRE DU DIALOGUE ARABE DEMOCRATIQUE REVOLUTIONNAIRE » qui vient de se tenir en Jamahiriya libyenne.

Ce Congrès a « *salué avec orgueil et considération le rôle marquant du guide de la Révolution et ses efforts grandissants en faveur de l'unité africaine qui se sont couronnés par la naissance de l'Union africaine* ».

Les participants au Congrès ont affirmé qu'ils « *attendaient beaucoup de l'Espace africain en tant que réalisation importante pour la Révolution arabe que conduit le guide de la Révolution* ». Ils ont rappelé qu'ils « *appréciaient hautement les visions perspicaces du guide de la Révolution concernant la nation arabe et le monde, et notamment ses analyses profondes du conflit arabo-sioniste* ».

Dans sa motion finale, le Congrès « *se félicite de la manière dont le guide a géré sagement les crises internationales auquel il a été confronté. Ce qui a évité au peuple libyen et la Nation arabe des catastrophes* ». Les participants au congrès se sont aussi « *félicités des efforts considérables du guide et de son soutien à la lutte des peuples opprimés dans la Patrie arabe, en Afrique, en Asie et en Amérique latine* ».

Le MEDD affirme sa totale solidarité avec ce Congrès, ses participants et ses résolutions. ■

Communiqué de Presse du MEDD du 8 mars 2005

LE « MEDD » SALUE LE 28E ANNIVERSAIRE DE L'INSTAURATION DU POU- VOIR POPULAIRE EN JAMA- HIRIYA LIBYENNE

A l'occasion du 28ème anniversaire de l'avènement du pouvoir du peuple et de la naissance de la Première Jamahiriya de l'histoire, la Coordination-générale du MEDD salue cet événement historique.

Le MEDD félicite le peuple libyen qui participe au développement et au progrès de la grande Jamahiriya, expérience-pilote de la Démocratie directe appliquée.

Le MEDD salue particulièrement à cette occasion le frère Moammar Kadhafi, initiateur et guide de la Révolution libyenne, bâtisseur de l'Ere des masses. ■

Communiqué de Presse du MEDD du 7 mars 2005

LE « MEDD » DENONCE LA VISION NEO-COLONIALE DES NATIONS-UNIES AU DARFOUR

Le Kofi Annan, secrétaire-général des Nations-unies, a fait des déclarations où il a appelé le conseil de sécurité à intervenir au Darfour (Soudan), et à y envoyer des forces internationales. Il qualifie la situation dans cette province soudanaise de « *grave et de terrible* ».

Le MEDD appuie la position libyenne et ses efforts inlassables pour une solution pacifique et africaine à la crise du Darfour.

Nous ne savons pas le sens et l'objectif de ces déclarations, encore moins leurs motivations, mais ce que nous pouvons dire à leur sujet, c'est qu'elles donnent l'impression désagréable qu'elles cherchent à saper les efforts africains, déployés pour régler le problème du Darfour. Et qu'elles déforcent les efforts du président nigérian, Obassanjo, président en exercice de l'Union africaine, ainsi que ceux de Moammar Kadhafi, chargé de « Sommet des cinq africains » du règlement de ce problème.

Les cinq sont les voisins du Soudan et ce dernier, directement concernés : le Nigeria, le Tchad, la Grande Jamahiriya, l'Egypte, le Soudan, ainsi que le président de la Commission de l'Union Africaine.

Ces déclarations déforcent aussi les réunions d'Abuja et le premier « Sommet de cinq africains » et les efforts qui sont déployés actuellement pour la tenue d'une deuxième session de ce « Sommet des cinq » qui se déroule au Caire pour les mêmes raisons et au même moment. C'est à croire que le secrétaire général des Nations-unies veut barrer la route aux efforts africains, visant à régler directement ce problème.

La situation au Darfour ne correspond pas aux déclarations incendiaires de Kofi Annan. Il faut donc s'interroger sur les raisons et les mobiles de ces déclarations.

Et rappeler les avertissements de l'Union africaine et de la diplomatie libyenne : « *Si les objectifs de l'appel du secrétaire-général de l'Onu au Conseil de sécurité, en vue d'une intervention non africaine au Darfour, sont de dénier à l'Afrique le droit de réagir et d'oeuvrer pour régler elle-même ses problèmes dans un contexte africain et sous l'égide de l'union africaine, si le Conseil de sécurité veut intervenir, dans ce cas les parties africaines pourraient cesser leurs efforts et mettraient fin à leur activité pour ce faire, et laisseraient au conseil de sécurité le soin de s'occuper de cette affaire* ».

Le MEDD dénonce les solutions néo-coloniales et l'appel aux armées étrangères en Afrique. ■



For our readers
who speak English
or Spanish,
take a free
subscription of our
Transnational edition
DIRECT DEMOCRACY
on : info@medd.info

ДЕПД (MEDD-Russia)

Движение за Европейскую Прямую Демократию

Пресс-релиз, 13 октября 2004

УНИФИКАЦИЯ СЕТИ « РЕВОЛЮЦИОННЫХ КОМИТЕТОВ » В ЕВРОПЕ: СОЗДАНИЕ « ДВИЖЕНИЯ ЗА ЕВРОПЕЙСКУЮ ПРЯМУЮ ДЕМОКРАТИЮ ».

20-23 сентября 2004 в Ливии был проведен *3-я Международная Конвенция мирового «Движения Революционных Комитетов»* с участием нескольких сотен координаторов ДРК, которые прибыли с четырех континентов.

ДРК – массовая международная организация, существующая в Африке, Европе, Америке и Азии. Она базируется в Триполи в Ливии. ДРК объединяет *партизан прямой демократии и ее пилотного опыта, Ливийской революции*. ДРК существует в 17 Европейских странах, на Востоке и Западе.

Эта конвенция очертила важные направления работы ДРК против империализма, сионизма, неокOLONIALИЗМА, либеральной глобализации и эксплуатации. Она также вновь подтвердила свою поддержку Палестинскому и Иракскому Сопротивлению.

Третья Конвенция подчеркнула *важнейшую роль Европейского революционного Движения в рамках унитарного межконтинентального Фронта народов в борьбе за свободу и достоинство*. И она очертила ведущую роль Муаммара Каддафи и его концепции Ливии как моста между Европейским Союзом и Африканским Союзом как предпосылки объединенного и мирного Средиземноморья.

В конце 3-ей Конвенции Люк МИШЕЛЬ (*) получил ответственность за новую структуру – *Генеральный Координатор ДРК Европы*. Его приоритетной миссией будет *унификация и интеграция Революционных Комитетов Европы в единую, унитарную и транснациональную сеть*.

Революционный Комитет франкоязычного пространства, созданный в 1997 году на транснациональной основе с борцами из Бельгии, Франции и Швейцарии, а также с арабами, турками и африканцами, проживающими в этих странах, будет использоваться как модель внутри новой унитарной Сети.

Все Европейские Революционные Комитеты, которые до сих пор действовали автономно и под разными именами, таким образом, конституируются в единую организацию, головной офис которой организован в Брюсселе : **ДЕПД – Движение за Европейскую Прямую Демократию** (по-английски: MEDD "Movement for the European Direct Democracy").

Интернет-сайт франкоязычного Комитета (<http://www.medd.info>) становится единым сайтом ДЕПД Европы *и будет трансформирована в многоязыковой портал*. Головной офис ДЕПД будет публиковать коммуникационные бюллетени: "DEMOCRATIE DIRECTE" по-французски и "DIRECT DEMOCRACY" по-английски !

В частности, ДЕПД хочет :

- Позиционировать *Прямую Демократию* как альтернативу обанкротившейся и коррумпированной псевдо-парламентской демократии,
- *вновь объединиться с Европейскими корнями прямой демократии* (Швейцарский опыт, теория неподкупного Робеспьера в 1793 и т.д.) *и объединить их совместные усилия с современным пилотным опытом прямой демократии, развитой Ливийской Революцией Муаммара Каддафи,*
- *бороться за Дело Народов и, в частности, за единство идей и действий между Революционерами Африки и Европы.*

(*) Генеральный Администратор «Координационной Европейской Сети Прямой Демократии», редактор новостного издания «Ливийские Новости и Факты» и реву «Дело Народов».

РЕПД (MEDD-Ukraine)

Рух за Європейську Пряму Демократію

Прес-реліз, 13 жовтня 2004

УНІФІКАЦІЯ МЕРЕЖІ « РЕВОЛЮЦІЙНИХ КОМІТЕТІВ » В ЄВРОПІ: СТВОРЕННЯ «РУХУ ЗА ЄВРОПЕЙСКУ ПРЯМУ ДЕМОКРАТІЮ».

20-23 вересня 2004 в Лівії була проведена *3-я Міжнародна Конвенція світового « Руху Революційних Комітетів »* з участю декількох сотень координаторів РПК, які прибули з чотирьох континентів.

РПК – масова міжнародна організація, яка існує в Африці, Європі, Америці і Азії. Вона базується в Триполі в Лівії. РПК об'єднує *партизан прямої демократії і її пилотного досвіду, Лівійської революції*. РПК існує в 17 Європейських країнах, на Сході і Заході.

Ця конвенція окреслила важливі напрями роботи РПК проти імперіалізму, сіонізму, неокOLONIALИЗМУ, ліберальної глобалізації і експлуатації. Вона також знов підтвердила свою підтримку Палестинському і Іракському Опору.

Третя Конвенція підкреслила *найважливішу роль Європейського революційного Руху в рамках унитарного міжконтинентального Фронту народів в боротьбі за свободу і гідність*. І вона окреслила ведучу роль Муаммара Каддафі і його концепції Лівії як моста між Європейським Союзом і Африканським Союзом як передумови об'єднаного і мирного Середземномор'я.

Наприкінці 3-ій Конвенції Люк МИШЕЛЬ (*) отримав відповідальність за нову структуру – *Генеральний Координатор РПК Європи*. Його пріоритетною місією буде *уніфікація і інтеграція Революційних Комітетів Європи в єдину, унитарну і транснаціональну мережу*.

Революційний Комітет франкомовного простору, створений в 1997 році на транснаціональній основі з борцями з Бельгії, Франції і Швейцарії, а також з арабами, турками та африканцями, що мешкають в цих країнах, використовуватиметься як модель усередині нової унитарної Мережі.

Всі Європейські Революційні Комітети, які дотепер діяли автономно і під різними іменами, таким чином, конститууються в єдину організацію, головний офіс якої організований в Брюсселі: **РЕПД – Рух за Європейську Пряму Демократію** (по-англійськи: MEDD "Movement for European Direct Democracy").

Інтернет-сайт франкомовного Комітету (<http://midd.free.fr>) стає єдиним сайтом РЕПД Європи *і буде трансформований в багатомовний портал*. Головний офіс РЕПД публікуватиме комунікаційні бюлетені: "DEMOCRATIE DIRECTE" французькою та "DIRECT DEMOCRACY" англійською !

Зокрема, РЕПД хоче :

- Позиціонувати *Прямую Демократію* як альтернативу збанкрутілій і корумпованій псевдо-парламентській демократії,
- *знов об'єднатися з Європейськими коренями прямої демократії* (Швейцарський досвід, теорія неподкупного Робесп'єра в 1793 і т.д.) *і об'єднати їх сумісні зусилля з сучасним пилотним досвідом прямої демократії, розвинутим Лівійською Революцією Муаммара Каддафі,*
- *боротися за Справу Народів і, зокрема, за єдність ідей і дій між Революціонерами Африки і Європи.*

(*) Генеральний Адміністратор «Координаційної Європейської Мережі Прямой Демократії», редактор видання «Лівійські Новини і Факти» і реву «Справа Народів».

TRIBUNES TRANSNATIONALES

LA PAROLE A UN CAMARADE DU CONGO : « TEMPS DE CHIEN EN R.D.C »

Par Robert Mbelo

Depuis la chute du Mur de Berlin et du Communisme, il fait un « Temps de Chien » partout dans le monde ; en Europe, en Asie et en Afrique surtout, et en République Démocratique du Congo où il ne fait pas bon de vivre par les temps qui courent parce que ceux qui détiennent la décision mondiale l'ont ainsi ordonné, car ce sont eux qui détiennent l'imperium du pouvoir mondial, à savoir : les Etats-Unis d'Amérique.

Nous sommes entrés, depuis 1989, dans un monde d'un discours unique, inique et cynique.

Unique : parce que, seul le discours des Etats-Unis compte à l'heure actuelle ; passant outre les résolutions du Conseil de Sécurité, ils sont allés **coloniser l'Irak et assujettir les Irakiens**, en embarquant derrière eux presque l'ensemble des pays Membres de l'ONU, en leur faisant accepter de force leurs mensonges en vue de cette occupation : Il fait un « temps de chien » en Irak.

Inique : parce que, ils ignorent et ferment leurs yeux sur le **génocide congolais** (plus de 6.000.000 de Congolais morts et plus de 1.500.000 morts en sursis suite à la transmission de la maladie du sida aux femmes congolaises par les troupes d'occupation) qui se déroule devant eux, et acceptent de n'intégrer dans leur discours que celui du Rwanda : **deux poids, deux mesures et injustice fait partie intégrante du discours actuel des responsables américains.**

Cynique : parce que pour parvenir à leurs fins, les Américains dans leur conception de la politique étrangère considèrent quelles vies humaines sont moins importante que la raison d'Etat ; C'est ainsi qu'aujourd'hui, après avoir fait tuer plus de 6.000.000 de Congolais depuis le début de leur ruée vers l'or au Congo en 1996, cette fois-ci, depuis début décembre 2004, **le cours du coltan ayant connu une augmentation vertigineuse, les multinationales fabricants de téléphones portables et autres gadgets informatiques avaient besoin de cette matière première ont contacté leur représentant sur le terrain** qui n'est autre que Mr. William Swing, membre de la CIA et à ses heures, « représentant » de la Monuc. C'est ce dernier qui a mis en place des dispositifs de pillage. C'est bien lui qui trahit les *Fardc* sur le terrain, parce qu'il assiste aux réunions d'état-major congolais, où se préparent les détails pour les offensives et les contre-offensives et

tous ces renseignements il les communique aux Rwandais. Autour des zones d'exploitation, il a placé des troupes onusiennes du Pakistan pour la surveillance. Et pourquoi le Pakistan ? **Parce que Swing représente également la « Vodacom » et d'autres multinationales américaines qui utilisent le coltan et qui sont établies au Pakistan.** Ce coltan ainsi volé en RDC avec la complicité de Swing, servira à la fabrication de milliard et de milliard d'appareil portable qui seront vendus sur place au Pakistan, en Inde et en Chine où les masses populaires se comptent en milliard. Voilà les raisons exactes de l'invasion actuelle de l'armée rwandaise. Et pour cela, les Américains ont fait encore couler le sang de plusieurs milliers de Congolais avec la complicité de la mafia issue de la formule 1 + 4 qu'ils ont mis en place. Il fait un temps de chien en RDC.

Ceci étant, c'est en examinant le dispositif de la géostratégie de leur politique pour le III^e Millénaire que l'on se rend compte de leur volonté d'être plus que dominateurs.

Nous allons examiner cela au travers des dossiers suivant :

I. LA RUEE VERS LE COLTAN

Dans mon dossier « *Causes et conséquences de la guerre en RDC* », j'avais démontré que **les 3 socles où est assise la politique américaine pour le III^e millénaire sont : L'autocolonisation, Les Organisations Internationales gouvernementales ou non-gouvernementales, Enfin les multinationales.**

En effet, la énième agression que nous venons de subir de la part du Rwanda au début du mois de décembre 2004, c'est **la continuation de l'exploitation de notre pays par des multinationales américaines et britanniques qui se ruent vers le coltan**, notamment celles qui fabriquent des téléphones portables : Il s'agit de Motorola, Vodafone, de l'Allemand Siemens. Ces multinationales ont délocalisé ce dernier temps pour venir s'installer au Pakistan en vue de produire, en quantité industrielle des portables et autres gadgets informatiques en prévision des jeux olympiques qui auront lieu en 2008 en Chine. Le coltan australien étant trop coûteux et dont le coût d'exploitation et de la main d'œuvre étant très élevé que celui

exploité en RDC, ces multinationales se sont adressées à Swing, le représentant de la Monuc en RDC pour leur faciliter la tâche. Cet homme qui a les mains tachées du sang congolais a accepté d'être leur commissionnaire sur le terrain. Le cours du coltan ayant augmenté, Swing ne pouvait pas laisser une si belle occasion pour s'enrichir, il a immédiatement saisi Kagamé de l'offre et lui a demandé d'activer sa machine meurtrière en RDC afin de chasser des populations entières de terrains d'exploitation. C'est la raison pour laquelle des attaques de l'APR ont été orchestré à Kanabayong, Walikale, Masisi etc...pour venir tuer, égorger femmes et enfants congolais, violer nos femmes et les enterrer vivants.

Et pendant ce temps, Swing et ses complices sur le terrain, à savoir le Pakistanais, Kotecha continuent leur exploitation au profit de ces multinationales. Ainsi, pour que cette exploitation ou plutôt ce vol de coltan puisse passer inaperçue, Swing a fait imposer la fameuse ligne tampon de 10 Km d'un « Noman's land » entre les « belligérants ». Des camions de la Monuc, de l'Unicef et du HCR transportent le butin vers le port de Dar-es-Salam et pour prendre le large vers l'océan indien en route vers le port de Karachi au Pakistan. Des usines entières implantées à Karachi et Islamabad tournent à plein régime pour fabriquer des portables et autres gadgets informatiques **avec du coltan volé au Congo par Swing et sa filière de la mafia rwandaise et pakistanaise.** Pour preuve, sur place, c'est le contingent pakistanais de la Monuc qui est utilisé comme chiens de garde des sites d'exploitation. Ce sont eux que Swing a mis dans la zone tampon pour s'interposer entre les FARDC et l'armée Rwandaise, ceci pour bien voler les richesses du Congo.

Ces multinationales ont déjà trouvé deux grands marchés potentiels : La Chine, avec une population milliardaire sera approvisionnée par les usines d'Islamabad au nord du Pakistan, tandis qu'au sud, ce sont les usines de Karachi qui vont vendre tous ces gadgets en Inde, elle aussi milliardaire en terme de population. Elles se proposent de vendre ces portables à US \$10 pendant les jeux olympiques de Pékin et de gagner le marché en écrasant leurs concurrents.

C'est au moment de ces jeux-là que la CIA et les Américains vont infiltrer leurs espions en Chine dans le but de la faire éclater en un Etat fédéral pour l'affaiblir, comme ils l'ont fait avec l'URSS. Ceci est une autre histoire. Revenons en RDC pour vous signaler que les déboires qu'ont connus les FARDC en contre offensive est l'œuvre de Swing, de Ruberwa qui, participant à des réunions d'état-major, donnent des indications à l'armée rwandaise, **fortement assistée sur le terrain par des mercenaires de l'« Executif Outcome », la multinationale du mercenariat qui a son siège en Afrique du Sud.** On compte également au sein de l'armée rwandaise des mercenaires Erythéens, Ethiopiens, Kenyans, Somaliens, Djiboutiens, Tanzaniens, Zambiens, Sud-africains, mais tous de souche nilotique. Et donc envoyer des jeunes gens au front, lorsque l'on sait que dès qu'ils arrivent au front, on a déjà repéré leurs noms, unités, matricules ainsi que le type d'armement en leur possession,

c'est de les envoyer à coup sûr à une boucherie, et donc à la mort. La personne qui exporte cette mort et désolation au Congo n'est autre que William Swing Agent de la CIA, à la Direction des opérations clandestines, Swing est utilisé par les Nations Unies pour parfaire l'opération « Alpha », à savoir la colonisation de la RDC par les Etats-Unis d'Amérique et partant, la colonisation de l'Afrique noire tout entière. Qu'on ne vous trompe pas, la Monuc n'est pas là pour faire régner la paix au Congo, mais pour le déstabiliser. Nous entrerons plus en détail au chapitre concernant l'agenda caché de la Monuc et vous verrez comment ces gens complotent contre l'Afrique noire.

II. LE ROLE DES MULTINATIONALES

En effet, **les multinationales, aujourd'hui sont en train de dicter leur volonté aux gouvernements, y compris les plus puissantes et contrôlent leurs Etats.**

Actuellement elles affichent des ambitions pour créer avoir une emprise sur les ressources. Avec l'appui des mercenaires et autres « chasseurs de primes » qu'elles utilisent à leur guise, **ces puissances financières ont commencé à reconquérir et à recomposer des territoires, à retracer des nouvelles frontières, comme en ex-Yougoslavie, où ils ont créé des « étatiques » dans les Balkans, en Asie Centrale et bientôt en Afrique.**

En Asie Centrale, elles ont profité, après les événements du 11 septembre 2001 pour aller occuper l'Afghanistan afin d'exploiter, à moindre frais le gaz du Turkménistan, que Vladimir Poutine leur a vendu pour une location de 25 ans pour un montant de 5 milliards de US dollars. Mais pour construire le gazoduc qui doit drainer ce gaz jusqu'à l'océan Indien, dont le tracé devrait traverser l'Afghanistan et le Pakistan, les Américains devaient d'abord faire éliminer par la CIA, le Colonel Massoud et occuper l'Afghanistan, ensuite imposer leur homme, Amin Kharzai, comme Président. Ce dernier, issu de la minorité Ouzbek, est un ingénieur en pétrochimie, ancien ouvrier, ayant travaillé longtemps sur des plates-formes pétrolières américaines, était l'homme qu'il fallait pour superviser les travaux de construction de ce gazoduc. Compte tenu du relief très escarpé de l'Afghanistan, il fallait procéder à des bombardements chirurgicaux pour casser les pierres rocheuses et marquer le tracé. C'est cela la vérité qui contraste avec le mensonge officiel où ils (Américains) prétendirent aller chercher Bin Laden et son ami, le mollah Omar qui leur a échappé à moto, alors qu'ils possèdent des hélicoptères puissants qui pouvaient l'intercepter à tout moment. C'est ce mensonge qu'ils ont fait gober au monde et dont ils se servent encore aujourd'hui.

En Irak, tout le monde le sait aujourd'hui qu'ils ont menti. C'est le pétrole qui les intéressait. Les élections bidons qu'ils ont organisé n'apporteront aucun changement.

Aujourd'hui, ils ont construit 12 grandes bases militaires en Irak, pour quoi faire ? C'est en Afrique que ces multinationales ont trouvé leur terrain de prédilection. Possédant le tiers de matières premières du

monde, abandonné par leurs anciennes puissances colonisatrices, qui se sont désengagées progressivement, ces monstres financiers et nouveaux prédateurs s'appuient sur les organisations locales non gouvernementales et de l'assistance militaire de l'ONU ou des mercenaires de l'Executive Outcome, pour exploiter l'Afrique Centrale devient ainsi une proie facile pour elles.

C'est en **Afrique Centrale** où elles ont mis, avec l'aide de la CIA, tous les dispositifs pour la colonisation de la RDC par les Etats-Unis d'Amérique et cette opération de la CIA portait le nom de code : « opération Alpha », dont Swing avait été chargé de sa mise en place notamment l'installation des bases de la Monuc partout en RDC, ces bases sont en fait des préfigurations futures des bases américaines. L'actualisation actuelle de ce processus de colonisation du Congo porte le nom de code : « Protection of the Okapi » dont nous allons examiner les tenants et les aboutissants. Nous y reviendrons au chapitre suivant.

III. LA PROBLEMATIQUE DE LA TRANSITION

Il était convenu, selon « l'accord Global et inclusif », que les « acteurs » de la vie politique congolaise se devaient de faire cesser les hostilités, de pacifier le pays, d'unifier l'armée, de faire adopter par referendum, la Constitution de la IIIème République et enfin d'organiser les élections générales devant conduire la République Démocratique du Congo vers un Etat de droit. Mais les choses ne se passent pas comme ils l'ont promis, et notre pays connaît la plus longue transition depuis le discours du Maréchal Mobutu du 24 avril 1990.

Cette transition a connu plusieurs ruptures et voici comment :

1ère rupture : alors que le Maréchal Mobutu devait organiser des élections dès le 4 décembre 1991, il a prolongé unilatéralement son mandat à la tête du pays. Et la transition, ne faisait que s'éterniser.

2ème rupture : le 17 mai 1997, Coup d'Etat de Laurent-Désiré Kabila maquillé en guerre de libération et la consécration de celui-ci par le fameux « Décret 003 du 29 juin 1997 ».

3ème rupture : La guerre d'agression rwandou-ougando-burundaise du 2 août 1998.

4ème rupture : Le 16 janvier 2001, Coup d'Etat et assassinat de Laurent Désiré Kabila, puis la succession du type monarchique par son fils, succession imposée par la CIA. « Kabila est mort, vive Kabila !!! ».

5ème rupture : Signature de « l'accord global et inclusif » du 17 décembre 2002, puis la promulgation, par Joseph Kapila de la Constitution de la Transition adoptée le 1er avril 2003 et de la constitution, fin juin 2003, du « gouvernement de transition ». C'est cet accord global qui a consacré « Le régime de belligérants ».

Ceci étant, une 6ème rupture est à redouter ; pourquoi ? parce que :

1 - On a mis sciemment en place une structure gouvernementale lourde et contre nature afin de compromettre la transition, d'où l'ingouvernabilité du pays.

2 - On a placé à la tête du pays, un personnel politique au profil douteux (même dans leurs accoutrements comme l'avait fait remarquer « Jeune Afrique »), dont la plupart sont compromis dans des cas de vol, viol, pillages, assassinats, exécutions sommaires, d'anthropophagie, des cas d'enterrement vivant des femmes et enfants, dépècement de femmes vivantes et enceintes dont on enlève le fœtus et que l'on tue, des femmes tuées atrocement et à qui ont enfoncé le revolver ou l'arme dans le vagin...etc

3 - La gestion : Alors qu'il était convenu que le gouvernement de transition avait pour mission de mettre à profit la période de transition pour instaurer, dans la paix et la concorde, un nouvel ordre politique, à travers des élections générales, mais les objectifs primordiaux de ce dispositif issu du texte de l'accord global sont loin d'être atteints à savoir :

Les textes et lois institutionnels permettant l'organisation des élections ne sont pas prêts ; le découpage des circonscriptions électorales n'est pas fait ; le recensement de la population n'est pas fait ; l'inexistence d'un calendrier électoral clair ; la pacification et la réunification du pays se font attendre ; la réunification de l'armée se fait attendre ; la sécurité des biens et des personnes n'est pas assurée ; une défense inexistante ; dépendante des humeurs de Kagamé (le limogeage de l'amiral Liwanga, ancien chef d'état-major a été exigée par Kagamé à Joseph Kabila qui s'était exécuté) ; (1) une diplomatie au profil bas ; dépendante des humeurs de Museveni (le limogeage de l'ancien ministre des affaires étrangères Mr Gonda a été exigé par Museveni à Jean-Pierre Bemba avec lequel il s'est lié d'amitié en vendant de la drogue, et ce dernier s'était exécuté) ; les services de sécurité noyautés par des étrangers (l'octroi d'un passeport diplomatique par Azarias Ruberwa à James Kabarebe au nom de James Kahindo (2) a été demandé par Kagamé, en plus le limogeage de Pierre Yambuya de la Direction Générale de Migration a été exigé par Kagamé à Joseph Kabila, qui s'était exécuté) ; menace permanente à nos frontières et plus particulière ; les ingérences des puissances tierces dans les affaires internes de la RDC ; manœuvre dilatoire du pouvoir législatif qui consacre un temps indu sur des questions d'importance secondaire ou seconde tels que : le débat sur la nationalité ; un débat qui n'a débouché sur rien ; (pour preuve, la mouture du projet de la constitution actuelle ne prévoit pas des dispositifs fondamentaux de la loi sur l'octroi de la nationalité congolaise), le faux débat sur l'amnistie ; (où le RCD et le MLC et d'autres organisations criminelles voulaient faire voter des lois en leur faveur pour qu'ils soient absout des crimes de génocide, de crimes de guerres qu'ils ont commis dans zones où ont semé la mort et la désolation) ; ceci au détriment des textes fondamentaux tels que la Constitution de la IIIème République, la loi électorale et le calendrier électoral sont passés sciemment au second plan.

4 - Tous les ingrédients qui ont précédé l'arrivée de Laurent Désiré Kabila au pouvoir demeurent en place :

Mécontentement généralisé de la population et le rejet de la formule satanique 1+4 = 0,

14 ★ Démocratie Directe n°11

formule issue de l'accord « mafieux » de Pretoria dit : « accord global et inclusif » ; persistance des foyers de tension à l'est du pays résultant de l'exploitation organisée des richesses du Congo par la Monuc, Swing, Kagamé et sa filière mafieuse, avec la complicité et la passivité des « gouvernants » actuels, dont Joseph Kabila, Azarias Ruberwa et Jean-Pierre Bemba et par d'autres traîtres congolais ; utilisation abusive de la question de la Nationalité à des fins inavouées ainsi que de l'utilisation inadéquate du terme génocide.. etc.

IV. LES QUESTIONS DE DROIT SOULEVEES PAR L'AGRESSION DE LA R.D.C PAR LE RWANDA L'OUGANDA ET LE BURUNDI

Depuis le 2 août 1998, **notre pays a été victime, officiellement, d'une agression du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi.** Mais en fait, nous le savons depuis, **il s'agit d'un complot international ourdi du temps de Bill Clinton par la CIA et le Pentagone et dont on a associé le MI6 britannique.** Nous n'allons pas nous attarder sur les différentes campagnes de mensonges qui avaient fait irruption en ce temps là et qui vont de « *Kabila n'a pas respecté les engagements pris* »... « *la minorité banyamulenge est maltraité par Kabila...* », « *Kabila dictateur..* » Ah bon, il n'est plus « *le libérateur* » ? Nous n'allons pas nous attarder sur des considérations qui n'ont engagé que les signataires de l'accord de Lemeray avec la CIA et l'American Mineral Filed Inc. Au risque de nous projeter dans un débat sans fond, il est tout simplement question ici que je vous apporte des réponses juridiques irréfutables quant aux **questions de droit posées par cette agression** injuste qui dure à présent près de neuf ans car en fait c'est depuis 1996 déjà que le Zaïre avait victime de cette agression qui n'est en fait **un complot ourdi par les multinationales anglo-américaines qui veulent s'adjuger les richesses du Congo.** Et sur le terrain, c'est la direction des opérations clandestines de la CIA, représenté par William Swing, représentant de la Mission des Nations Unies au Congo, **le grand metteur en scène de toutes ces opérations de déstabilisation de notre pays.**

A. LES RESPONSABILITES DE L'ONU :

L'attitude de l'ONU à l'égard de notre pays a toujours été la plus ambiguë et la plus contestable. On se souviendra qu'en 1960, lors de « l'affaire du Congo », alors que l'article 11, alinéa 2 de la charte des Nations Unies ne reconnaît pas à l'Assemblée Générale le pouvoir d'entreprendre une action, pouvoir que cette disposition réserve exclusivement au Conseil de Sécurité, l'ONU, en violation de cette disposition avait chargé le Secrétaire Général de l'époque, Mr. Dag Hammarskjöld pour entreprendre une action au Congo. Déjà des divergences apparurent entre l'URSS et les Etats-Unis car, la mission lui confiée était non conforme avec les dispo-

sitions de l'article 98 de la charte. Alors que l'opération O.N.U.C ne consistait au départ à apporter au gouvernement congolais une aide militaire jusqu'au moment où les forces nationales de sécurité seraient aptes à exercer leurs fonctions, l'ONU, profitera, après avoir participé aux préparatifs de l'assassinat de Patrice Lumumba, et après la mort accidentelle de Mr. Dag Hammarskjöld, pour adopter deux autres résolutions qui changeront sa mission. cfr. Résolution 143-1960 du Conseil de Sécurité du 14 juillet 1960. Cfr. Résolution 161 et 169 du Conseil de Sécurité des 21 février et 24 novembre 1961. En effet, au lieu d'aider le gouvernement congolais à reconstituer son armée, l'ONU s'était transformée en force d'intervention classique sur le terrain. Cette décision du Conseil de Sécurité avait été vivement critiquée par l'URSS et la France. **Et ce qui a fait dire à De Gaulle que l'ONU était un « machin » au service des Etats-Unis.** Il n'avait pas tort car **il apparaît au jour le jour que l'actuel Secrétaire Général semble être plus aux ordres des Etats-Unis qu'à celui de l'Organisation.** Nous y reviendrons.

Ce bref rappel historique démontre à suffisance que l'ONU est restée constante quant à sa position vis-à-vis du Congo : partielle et injuste. Aujourd'hui encore, au moment où notre pays avait été agressé en date du 2 août 1998 et ce, malgré la saisine du Conseil de Sécurité, à cette époque là par notre représentant permanent aux Nations Unies, elle était restée muette, alors que les dispositions de l'article 24 de la charte donnée au Conseil de Sécurité les pouvoirs « *d'assumer les responsabilités du maintien de la paix et de la sécurité internationales en agissant conformément aux buts et principes des Nations Unies édictées pas les articles 1er et 2 de la charte* ». Ainsi, la RDC était en droit d'attendre du Conseil de Sécurité l'adoption d'une résolution condamnant au moins l'agression dont elle était victime à l'époque, l'ONU, frappée d'une amnésie, on ne sait laquelle, s'était contentée de prendre acte de cette plainte. Aujourd'hui en 2005, on est encore là : **la vérité est que l'ONU est inféodée aux multinationales qui exploitent nos richesses,** et que l'attitude négative son Secrétaire Général à l'égard de notre pays, et ce malgré les évidences, semble accrédité la thèse selon laquelle **il est au service des lobbies des multinationales** et du « *Tutsi International Power* ». Mais curieusement, lorsque à l'époque, en 1998, la RDC exerçait son droit de légitime défense, l'ONU s'était réveillé pour demander la cessation des hostilités en priant « *toutes les forces étrangères de quitter le territoire congolais* ». Cette prise de position tardive et ambiguë de l'ONU à l'époque, n'était en fait une perfidie pour détourner l'attention, et, pendant ce temps, là elle continue à apporter son soutien au Rwanda. On peut dire ici, sans risque de se tromper, que l'ONU a failli dans sa mission de maintien de paix au Congo. Il faudra également ajouter qu'à l'époque de cette agression, cette crise, Mr. Kofi Anan n'avait pas rempli comme il se devait ses fonctions diplomatiques que lui confère la charte des Nations Unies notamment son article 99 qui dispose que : « *Le secrétaire Général peut attirer l'attention du Conseil de Sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre*

en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationale ». Comme on peut le constater, c'est en vertu de cette disposition, et au moment où il était clairement établi que la RDC était attaquée que le Secrétaire Général devrait déclencher l'intervention du Conseil de Sécurité « *dans le cas où, pour quelque raison que ce soit, aucun gouvernement des Etats membres de l'organisation ou aucun membre du Conseil de Sécurité ne prend l'initiative de la saisir* ». L'article 99 de la charte avait pour but principal de remédier à la carence qui avait prévalu à l'époque de la S.D.N (Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU), dont le Secrétaire Général, agent purement administratif, ne disposait pas d'un semblable pouvoir d'initiative. Désormais, le Secrétaire Général actuel de l'ONU est doté de la compétence légale nécessaire pour sonner l'alarme et jouer en conséquence le rôle d'un véritable autorité internationale permanente, agissant en toute indépendance, selon sa conscience et ses convictions, guidé par aucun autre motif que celui de réaliser le bien de la communauté internationale.

Mais qu'avons-nous constaté ? Kofi Anan est resté muet sur le sort de notre pays pendant 9 mois, lui, le Conseil de Sécurité, ainsi que ses membres permanents, pour venir adopter une lâche résolution, la fameuse résolution 1234 qui traduit en fait la complicité, la duplicité et **les mensonges de l'ONU et de son Secrétaire Général, qui fait officine du Secrétaire d'Etat bis, parce qu'il répète ce que lui disent les Etats-Unis.** Kofi Anan sera jugé un jour par l'histoire pour « non assistance d'un peuple en danger ». Aujourd'hui encore, il ignore le sort des Congolais, victimes du génocide de la part de Kagamé, **et lors de la commémoration du 60ème anniversaire des victimes de l'holocauste, Kofi Anan n'a eu qu'un seul mot pour le « génocide » du Darfour au Soudan, parce que les Américains veulent diviser le Soudan en deux parties : Le Nord musulman, et le Sud « animiste » les intéressent parce qu'ils ont repéré des gisements important de pétrole et qu'ils veulent placer leur homme John Garang à sa tête.**

B. LA RESPONSABILITE DE L'UNION AFRICAINE :

Existe-t-elle encore ? En créant l'OUA, l'ancêtre de l'Union Africaine, les pères fondateurs ont voulu **concrétiser l'unité africaine et la libération de toute l'Afrique du joug colonial.** Ils ont voulu ainsi éviter à l'Afrique des conflits qui peuvent détruire la cohésion entre pays africains. C'est pourquoi, ils ont pris des résolutions sur « *l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation* », à savoir que l'acte de Berlin de 1885 sur les tracées des frontières africaines, n'était plus négociable. Aujourd'hui, ces mêmes Etats se liguent contre la RDC pour la déstabiliser afin d'assouvir le calendrier américain et rwandais. Donc nous ne devons pas faire foi à tous ces médiateurs qui viennent et qui sont venus en messageur de « bonnes nouvelles » en provenance de « Langley house » : Qu'il s'agisse de Mandela, Tshiluba, Masire, Moustapha Niassa et maintenant de Thabo Mbeki, tous sont inféodés au discours et au calendrier rwandais leur imposé par les

Anglo-américains qui exploitent volent et pillent les richesses de la RDC. On ne doit donc rien attendre de l'Union Africaine.

C. LA RESPONSABILITE DES PAYS AGRESSEURS :

Dès qu'un gouvernement responsable sera instauré à Kinshasa, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi devront payer et payeront un jour des lourdes indemnités pour des actes ci-après :

De la violation du territoire national de la RDC :
En effet, partant du principe fondamental qui stipule que : « Pas d'Etat sans territoire », les violations répétées de notre territoire par nos ennemis constituent un défi et un déni des principes de l'intégrité du territoire énoncé à l'article 2, section 4 de la charte et rappelé par de très nombreux textes fondamentaux, entre autres : les dix principes de coexistence pacifique énoncés à la Conférence de Bandoeng de 1955, la charte de O.E.A (Organisation des Etats Américains), la Charte de l'Union Africaine, l'Acte final d'Helsinki de la conférence sur la Sécurité en Europe etc...

De l'occupation militaire :

Il s'agit d'une occupation délibérée avec l'accord du gouvernement irresponsable de Kinshasa, qui sert les intérêts de Kagamé et des **prédateurs au service de la CIA et des multinationales anglo-américaines.**

Actes de génocides :

Plus de 6.000.000 de mort congolais, tués par une meute de chiens de Kagamé et plus de 1.500.000 morts en sursis, infectés par le virus du sida.

Actes de crime de guerre :

En tuant sauvagement nos populations et en les déportant de gauche à droite, les agresseurs rwandais et ougandais ont commis et continue de commettre des actes de crime de guerre. Le comble est que ces criminels siègent aujourd'hui au gouvernement, imposés par les Américains. Si ces acteurs obscurs de la vie politique congolaise étaient des citoyens américains et ayant commis ces mêmes crimes aux Etats-Unis, il y a bien longtemps qu'on parlerait d'eux au passé. Beaucoup seraient condamnés à mort, d'autres seraient condamnés à perpétuité et interné à Guantanamo bay à Cuba. Ce sont ces gens-là qui sont supportés par les Américains. Par contre chez eux, ils avaient froidement exécutés, le 19 juin 1953 les époux Rosenberg (3) dont le tort était d'être juifs et communistes. Ainsi, siégeant aujourd'hui dans le gouvernement, ces criminels avaient tenté de faire voter une loi blanchissant leurs crimes. Congolais soyez vigilants : les crimes de guerre sont imprescriptibles. A tous ces crimes odieux, il faudra y ajouter les actes de piraterie aérienne, les actes de destruction, de la dégradation des objectifs civils et de l'écosystème, des actes de vol, viol et pillage. Ces faits avérés et connus de toute la communauté internationale sont restés impunis jusqu'à ce jour du fait de la complicité évidente du gouvernement qui obéi aux ordres de Kagamé et de Museveni, et du fait du laxisme de Kofi Anan.

D. L'ATTITUDE PASSIVE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE :

La Monuc actrice clé de la transition dont la mission est supposée d'aider au désarmement, démobilisation, intégration et rapatriement des « forces négatives », se fait la complice de nos agresseurs en leur fournissant armes et munitions, en les aidant pour piller notre pays, et dont les dirigeants s'adonnent aux jouissances sexuelles en violant des femmes Congolaises. C'est elle qui est en train d'aider les Etats-Unis d'Amérique de coloniser le Congo, d'assujettir les Congolais et de les esclavagiser comme ils sont train de le faire en Irak et enfin de coloniser toute l'Afrique Centrale en délogeant la France dans sa zone d'influence.

C'est pour pouvoir contourner tout cela que Mr Chirac séjourne à Brazzaville ce dimanche 5 février 2005 pour discuter avec les présidents Bongo et Sassou de ce **complot contre les intérêts français en Afrique.**

L'Union Africaine et d'autres organisations africaines comme la SADC ne donnent aucun signe de vouloir peser de tout leur poids pour ramener la paix et la sécurité en RDC. Au contraire, elle joue le jeu du Rwanda et de la CIA. Les missions qu'effectue Thabo Mbekipour le compte de la CIA sont illusoires et inutiles ; c'est pour flouer l'opinion du peuple congolais et se moquer des Congolais, qui eux, ne sont pas dupes comme le pense la CIA et les Américains : Ce ne sont plus les Congolais des années 60'. Ce peuple va prendre son destin au matin du 30 juin 2005. Et ce sera « l'eschatologie du grand soir » ; et personne, ni la CIA, ni les Américains ni qui que ce soit n'arrêtera ce peuple en colère qui prendra tout seul sa vraie liberté et sa vraie indépendance qui lui avaient été confisquée depuis la nuit des temps.

L'Union Européenne elle n'a rien à cirer avec des nègres congolais car elle a nommé Louis Michel, ancien Ministre belge des affaires étrangères comme commissaire européen en charge de l'action humanitaire pour qu'il puisse continuer ses petites missions secrètes de basse besogne dans les pays des grands lacs au profit de Kagamé, car il sait qu'à Kinshasa, il n'y a pas de gouvernement. N'est ce pas lui, qui, lors d'une conversation privée, alors qu'un Congolais lui posait la question de savoir s'il soutenait Kagamé, il répondit : « donnez-nous des Intehramwes, on vous laissera tranquille ». En clair, ce qui voudrait dire qu'il faut livrer des Interhamwe à la mort comme naguère en 1940 – 1945, on livrait les juifs aux Allemands qui les acheminaient vers des fours crématoires !!! En conclusion, ne comptons pas sur elle.

Les grandes puissances, membres du Conseil de sécurité, dont les Etats-Unis, ne montrent pas d'empressement suffisant sur la question du Congo, hormis quelques résolutions futiles et qui sont tous restées lettre morte. C'est pourquoi, il faut une autre voie alternative à savoir : un changement de discours et de comportement, et un changement de dispositif, à savoir l'établissement d'un nouvel ordre politique, reflet des attentes de la population.

V. LA POSITION GEOSTRATEGIQUE DE LA R.D.C

On ne peut pas analyser la situation existentielle et existentielle de la RDC **sans connaître la géopolitique et la géostratégie mondiale et surtout essentiellement les visées de la politique américaine du III^{ème} millénaire et leurs retombées négatives sur le Congo.** En effet, la chute de l'Union Soviétique a ouvert des pans entiers de la planète entre les mains des prédateurs, vampires et autres charognards, spécialement les multinationales dont leur expansion continue de croître à cause du vol organisé des richesses du Congo.

Et depuis la première agression du Congo en 1996, prétendument appelée « rébellion », et lorsque plusieurs grandes localités de la RDC tombèrent entre les mains de la mafia de l'AFDL, des groupes financiers se sont rués vers les dirigeants de cette mafia qu'étaient les signataires de l'accord de Lamera, dont Laurent Désiré Kabila. Pour en juger de leur importance, on va en citer quelques-uns. Il s'agit de : (4) 1. Consolide Eurocan Ventures qui appartient au groupe Lundin Group ; 2. Gold Corporation, aujourd'hui 2^e producteur d'or dans le monde ; 3. Anglo-American Corporation de la République Sudafricaine, l'une de plus importante compagnie minière au monde ; 4. enfin American Mineral Fields Inc et sa filiale, American Diamond Buyers, et d'autres multinationales des Etats-Unis, du Canada, de la République Sudafricaine.

On va s'intéresser ici à American Mineral Field Inc qui a signé les accords de Lamera et va causer le malheur du peuple congolais. L'AMFI, fondé en 1995, a été créée pour imposer la volonté des grands trusts financiers en Afrique, particulièrement pour accomplir le dessein des compagnies américaines.

A. LES PREDATEURS DE LA R.D.C : RAPPEL HISTORIQUE

En effet, le 16 avril 1997, à peu près un mois avant que les troupes de Kabila n'entrent à Kinshasa, l'AFDL avait signé 3 accords avec l'American Minerals Fields, Inc, une multinationale canadienne qui a son siège en Arkansas aux Etats-Unis, fief de Bill Clinton, dont l'actionnaire majoritaire n'est autre que Jean-Raymond Boule, de nationalité mauricienne né à Goma, qui s'était démené comme un beau diable pour s'adjuger la signature de l'AFDL en leur expliquant qu'il a annulé le contrat signé avec le gouvernement Kengo. Ces accords portaient sur 3 sites ci-après : 1. un premier projet de US 200 millions pour l'extraction du cuivre et du Cobalt de mines de Kolwezi ; 2. un second projet de US 30 millions pour des installations d'extraction du cobalt à partir des résidus du cuivre de mines de Kipushi ; 3. un troisième projet pour le traitement du Zinc pour plus de US 550 millions d'investissement dans les mines de Kipushi ; ce sont ces accords signés à la va-vite et par ignorance par Laurent Désiré Kabila qui a mis notre pays dans cette situation.

Le rôle que l'AMFI a joué en RDC depuis le 2 août 1998 est d'importance capitale et a comme résultat, une fois encore la partition du conflit en 2 pôles classiques : à l'est, les « rebelles » soutenus par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, et dont le bailleur de fond principal n'est autre que l'AMFI, à l'ouest le gouvernement assisté par le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie. Laurent Désiré Kabila, à l'époque avait une lecture erronée des objectifs de cette agression. Après la « victoire de l'AFDL, il était devenu l'otage des Tutsi Rwandais, des Ougandais et des Burundais qu'il avait nommé à des postes importants, et surtout d'avoir signé les accords de Lamera, qui sont en fait les accords de Kigali dont le père géniteur est Wamba dia Wamba. En vertu de cet accord qui avait eu l'aval préalable de Museveni Kagame et Buyoya. Au terme de cet accord, il avait été convenu la révision des frontières en faveur du Rwanda et de l'Ouganda. Les visées de l'AMFI étaient de démembrer le Congo et sa partition en micro-Etats antagonistes les uns les autres. Donc Kabila avait signé des accords mafieux avec des prédateurs qui sont devenus par la suite ses assassins.

(5) Rapport de Pierre Baracetyse, loc. cit. pp. 6 - 9 Les autres prédateurs de la R.D.C sont tous les signataires des accords mafieux de Lamera (6) et leurs alliés dont : Joseph Kabila, Yerodia, Kakudji, Mwenze, Mawampanga, tous anciens membres de l'AFDL, ainsi que ceux qui se sont engagés à servir servilement Kagamé et Museveni dont : Z'Ahidi Ngoma, Jean-Pierre Bemba, Azarias Ruberwa, Emile Ilunga, Bizima Kahara, Thambwe Mwamba, Lambert Mende, Kinkie Mulumba, Endundo Bononge, etc...

Aujourd'hui tous ces vautours et charognards se retrouvent au sein des Institutions de transition non pas comme responsables de la RDC, mais ils sont simplement perçus comme des chiens de la basse cour et n'écotent que la voix de leur maître, William Swing, lequel les a placés à la tête de ces institutions où la médiocrité et la médiocratie font place à la qualité et à la compétence.

B. LA DESTABILISATION DE LA COTE MARITIME :

La CIA va susciter des bas instincts indépendantistes au sien de la population de Cabinda et va requinquer leur leader, l'abbé Mayala, qui va réveiller le FLEC (Front de Libération de Cabinda) pour reprendre le chemin du maquis contre les autorités de Luanda. L'armée angolaise va contrer les insurgés et la cote sera embrasée. Les Américains vont intervenir avec leurs bateaux de guerre qui se trouvent au large de l'océan entre l'Angola et la RDC et viendront mettre une ligne tampon entre Moanda et Cabinda avec un mensonge officiel disant qu'ils sont venus pour « protéger » l'intégrité du territoire de la RDC qui est menacée. Et ils viendront s'installer définitivement à Moanda, dont ils rêvent d'en faire leur « Hong-Kong ». C'est ainsi qu'ils veulent privatiser et acheter le port de Matadi, ils veulent acheter les installations électriques d'Inga (7), ils projettent de réfectionner et d'élargir les aéroport de Moanda, de Matadi, d'Inga et de Lukala. Ils projettent également d'étendre la zone

franche de Moanda à Kasangulu. Tous ces dispositifs seront mis en place dès que le Congo sera placé sous tutelle (8) des Nations Unies. C'est alors qu'ils viendront s'installer à Moanda pour exploiter à fond le pétrole que l'ancien Premier Ministre, Kengo avait vendu à Chevron (9). L'ancien gouverneur de Bas-Congo Mr Nfuka Unzola connaît tout le dossier du pétrole de Moanda.

Le contingent de la Monuc qui va superviser toutes ces activités colonisatrices, c'est celui de l'Uruguay. Pourquoi l'Uruguay ? Parce que l'Angola, le Cabinda et quelques habitants de la cote maritime du Congo parlent portugais. Donc comme on peut le constater, si ce plan est mis en marche, **la colonisation du Congo commencera par le Bas-Congo.**

Pendant cette période d'instabilité dans le Bas Congo due aux affrontements entre les rebelles cabindais et l'armée angolaise, il y aura panique et un mouvement des populations fuyant la guerre vont affluer dans la région et c'est là qu'apparaîtront les organisations humanitaro-affairistes tels que : la croix rouge, l'Unicef, le HCR, Médecins sans frontières, Médecins du monde etc... qui viendront implanter des tentes pour les réfugiés. Ceux-ci seront installés à Luozi et Songololo. Ce qui aura pour conséquence : maladie, famine, épidémie, et déstabilisation politique, renvoyant ainsi la question des élections aux calendes grecques.

Et, pendant ce temps, l'équipe que Swing avait mis en place continue à s'enrichir et à narguer la population. La dernière trouvaille que cette équipe mafieuse a trouvé c'est celui de la convocation de la *conférence interinstitutionnelle* pour faire voir aux populations que l'on s'occupe des élections, du recensement des fonctionnaires, présidé par Jean-Pierre Bemba, pour faire croire à l'opinion que l'on s'occupe du bien-être de ces derniers.

C. LA DESTABILISATION DES DEUX RIVES DU FLEUVE CONGO

Poursuivant son calendrier caché, la Monuc, après avoir déstabilisé le Bas-Congo, a également planifié de mettre Kinshasa et Brazzaville à feu et à sang. Et voici comment : Manipuler et faire traverser de Brazzaville à Kinshasa, deux bataillons de la DSP pour prétendre prendre le pouvoir, et, de l'autre côté au Congo-Brazzaville, faire ressusciter les « rebellions » de Kolela et de Lissouba en vue de déstabiliser Sassou Nguesso. Il y aura un mouvement de panique de part et d'autre de deux rives, et il y aura des mouvements des réfugiés sur Kinshasa et Brazzaville.

Revenons sur ce qui nous préoccupe, à savoir le plan de déstabilisation de deux rives du Congo par la Monuc, ceci pour confirmer que ce plan est en gestation et les signes sont là pour étayer notre thèse. Le signe évident c'est le voyage précipité de Mr. Jacques Chirac au Congo-Brazzaville pour soi-disant participer à la *conférence sur les écosystèmes*. Ce prétexte était tout trouvé pour venir discuter avec Sassou Nguesso et Bongo des problèmes politiques de l'heure ; à savoir **les tentatives américaines de supplanter la France en Afrique**. C'est Chirac qui avait demandé aux militaires togolais de porter le fils Eyadema au pouvoir et leur avait demandé également de le soutenir au mépris des

dispositions de la constitution togolaise qui confiait l'intérim au président de l'Assemblée Nationale, car redoutant les calculs des Américains de vouloir soutenir quelqu'un d'autre.

En RDC, les Américains avaient dans leur plan initial le soutien du tandem Kabila-Ruberwa pour la future donne avec quelques variantes : 1 - Soit ils repositionnent Kabila comme Président et Ruberwa Premier Ministre ; 2 - Soit ils proposent la solution à la burundaise : le jeu de tourniquet ; un président hutu cette fois-ci, un président tutsi cette fois-là ; mais, suite aux dernières émeutes des étudiants avec le soutien de la population, ils ont changé d'option et ils ont retenu le plan de la mise sous tutelle de la RDC dont les frontières seraient menacées et viendraient pour la sécuriser : et **c'est par là que l'opération « Protection of the Okapi », va entrer dans sa phase d'exécution** : Etat d'urgence, fermeture des frontières, le débarquement des GI's à Kinshasa pour l'évacuation, comme d'habitude, des ressortissants étrangers, américains, français, européens, bref Kinshasa sera sous occupation militaire américains. La peur va s'installer dans la ville, soulèvement populaire... et pendant ce temps, ceux qui ont collaboré avec les ennemis du peuple congolais vont se terrer dans des Ambassades.

D. LES TENTATIVES DE DESTABILISATION DU KWILU-KWANGO

Poursuivant leur calendrier macabre, ils ont prévu de manipuler le vieux Antoine Gizenga et la PALU pour commencer **une rébellion à l'instar de ce qu'avait connu ces mêmes contrées du pays dans les années 63 avec Pierre Mulele**, ceci pour justifier la présence des troupes d'occupation, celles de la Monuc. Les membres du PALU devront être vigilants et de surveiller de près les avances de Mr Swing envers leur leader.

E. LES TENTATIVES DE DESTABILISATION DU KASAI ORIENTAL

Swing est en train de chercher à manipuler également Tshisekedi et l'UDPS pour réaliser la sécession du Kasai Oriental et de créer l'armée kasaienne, comme pendant les années 60 ceci pour justifier les troupes d'occupation de la Monuc qui amèneront avec eux tous les prédateurs et autres vautours qui viendraient s'installer de force à Mbuji Mayi pour voler et piller le diamant du Kasai comme ils le font avec le coltan dans le Kivu, l'or et le diamant à Kisangani. Les membres de l'UDPS qui me lisent doivent rester vigilants et devront surveiller les avances de Swing envers leur leader, car après l'erreur de la création de l'ASD (Alliance pour le soutien du dialogue, Alliance que Tshisekedi avait scellé avec le RCD /Goma en 2002) qui pour moi était une grave erreur, Etienne Tshisekedi n'a pas besoin du soutien de Swing car il a déjà le soutien du peuple. Vigilance donc.

F. LES TENTATIVES DE DESTABILISATION DU NORD-TOURNAI

C'est l'enjeu centrafricain qui est en jeu : Il s'agira d'une opération pour déstabiliser et

bouter dehors le général Bozize, l'homme de la France et le remplacer par un revenant, Ange-Felix Patassé qui a actuellement le soutien des américains. Ils vont fomenter une « rébellion » pour embraser la région de Bangui et de l'autre côté en RDC, pour à la fois remettre ce dernier (Patassé) au pouvoir, mais surtout avec une visée l'occupation de la région de l'Equateur où se trouve l'un de plus grand gisement du pétrole au monde. Pour l'aider à accomplir cette besogne, la Monuc, pour raison de communication avec la population locale, fera recours aux contingents africains et francophones pour gérer la région et va implanter une ligne tampon sur la rivière Mobayi-Mbongo.

VI. LE CALENDRIER CACHE DE LA MONUC

Créée par la résolution 1291 du Conseil de Sécurité, du 24 février 2000 qui lui a confié le mandat suivant :

- Surveiller l'application de cessez-le-feu et enquêter sur les violations du cessez-le-feu ;
- Etablir et maintenir en permanence une liaison sur le terrain avec les quartiers généraux des forces militaires de toutes les parties ; ...

Pour s'acquitter de ce mandat, le Conseil de Sécurité autorise la MONUC à utiliser tous les moyens nécessaires dans le district de l'Ituri et, pour autant qu'elle l'estime dans les limites de ses capacités, dans le Nord et le Sud-Kivu. C'est le chapitre 7 de la charte des Nations Unies. **Tous ces beaux textes et des beaux discours officiels, c'est pour distraire et tromper l'opinion.** Si officiellement l'ONU l'a chargé d'une mission aux contours angéliques, mais la nuit la CIA lui a confié une mission diabolique contre le Congo et le peuple congolais.

Prenons un seul simple exemple : Que dire des violations flagrantes sur le chef des casques bleus, des soldats et des civils travaillant pour la Monuc, violations constatées et reconnues par le Secrétaire Général, dont le viol des jeunes filles et jeunes garçons, actes de pédophilie et prostitution envers la population qu'elle est censée protéger ? Autre question pourquoi la Monuc encourage le Rwanda à massacrer les populations congolaises au Kivu, à Kisangani, dans le Maniema, etc... alors qu'elle est investie de par les dispositions de l'article 7 de prendre des mesures coercitives et de pouvoir intervenir pour faire cesser des assassinats barbares ? **Ces deux questions n'ont jamais trouvé de réponse** et donc il s'agit d'un **plan bien ordonné que la CIA a préparé à l'intention des multinationales pour faire main basse sur les richesses du Congo.**

Ceci étant **voici le plan caché de la Monuc** : Sachant que les élections n'auront pas lieu avant le 30 juin 2005, ni à une autre date, la CIA et le MI6 britannique ont cogité un plan démoniaque pour embraser les contours frontaliers de la RDC, afin qu'ils viennent constater les dégâts et pour qu'ensuite faire décréter au Conseil de Sécurité l'état d'urgence ou Red code in « *the Bank of Belgium Congo and Rwanda-Burundi* »

Il s'agit de faire adopter une résolution pour la mise sous tutelle de la RDC par l'ONU. Cette opération de déstabilisation a pour nom de

code : « *Protection of the Okapi* ». Et ce plan devra être exécuté en 2005.

« *Bank of Belgium Congo and Rwanda-Burundi* », est le nom de code qu'utilise la CIA pour désigner les pays des grands lacs. « *okapi* » est le nom de code qu'utilise la CIA pour désigner le Congo.

VII. LA FAUSSE PISTE DES ELECTIONS

Elections par-ci, élections par là et depuis que les étudiants avaient pris d'assaut les installations de la Monuc au mois le 4 juin 2004, les politiciens congolais ont sursauté et se sont rappelés que c'est la mission qu'ils se sont assignés conformément à l'accord global et inclusif. C'est ainsi que, après avoir organisé la tuerie des banyamulenge à Gatumba au Burundi, sans se gêner, Ruberwa rentre à Kinshasa pour proposer son calendrier électoral alors que ces prérogatives sont celles du ministre de l'intérieur. **Ceci dénote l'incompétence et l'irresponsabilité de la majorité de membres de l'actuel gouvernement de transition dont la qualité essentielle c'est la médiocrité.**

Le ministre belge des affaires étrangères, Mr. Karel De Gucht, ne me contredira pas, lui qui avait déclaré, lors de sa visite à Kinshasa, en mi-octobre 2004, ce qui suit : « *J'ai rencontré au Congo peu de responsables politiques qui m'ont laissé une impression convaincante* ». Parlant du processus électoral, il ajouta : « *Je n'ai pas vu beaucoup de monde susceptible d'apporter une contribution importante à ce processus* ».

En effet, de quel droit un sujet rwandais, qui n'a pas de circonscription électorale peut-il se permettre de proposer un calendrier électoral ??? C'est le comble. Je confirme ici que les élections n'auront pas lieu en juin 2005 ni après, ni à une quelconque autre date, car la CIA, sachant que ses « protégés » qui sont Joseph Kabila et Ruberwa, risqueraient d'être battus va faire un Coup d'Etat in vitro pour bloquer le processus électoral et imposer Joseph comme président et Ruberwa comme Premier ministre. C'est d'ailleurs le sens du voyage de Ruberwa à Londres début décembre sur invitation du MI6 britannique pour faire rapport. C'est à Londres que tous ces acteurs obscurs de la « transition » viennent prendre des instructions.

Ceci étant, voici les préalables que l'on doit remplir avant l'organisation de ces hypothétiques élections : *La rédaction de « l'avant-projet » de la Constitution de la IIIème République ; l'adoption par referendum populaire de cet avant-projet de la constitution qui devient alors le « Projet de Constitution » ; la promulgation par le Président de la République de ce « Projet de Constitution » qui devient alors « la Constitution de la République Démocratique du Congo » ; l'adoption de la loi électorale qui consacre la commission électorale et ses compétences ; l'inexistence d'une loi claire sur la nationalité. Le découpage des circonscriptions électorales. L'adoption de la loi sur les modes de scrutin de différentes élections à savoir : présidentielles, législatives, sénatoriales, provinciales, municipales, locales etc... Le recensement des populations et l'octroi des cartes d'identités et des cartes d'électeurs ; la dési-*

gnation des délégués de la commission électorale en Provinces, Districts territoires, localités.

Le Financement : pour organiser des élections générales en RDC, il faudra au minimum un financement de 1 milliard de dollars américains : **pensez-vous vraiment qu'un pays sérieux peut investir de l'argent de ses contribuables pour organiser des élections au profit de « sales nègres » au lieu de les investir dans l'exploitation du coltan, du diamant, de l'or et d'autres richesses ?** Pour ça, il ne faut pas mettre des jumelles pour voir. Ce n'est pas en convoquant le séminaire inter-institutionnel que cela changerait quelque chose dans l'intérêt du peuple.

Pour conclure ce chapitre sur les élections, il faudra retenir une chose : **ces gens qui prétendent « gouverner » le pays actuellement le font pour l'intérêt de leurs maîtres** : Kagame, Museveni et Swing d'abord et puis pour leurs propres intérêts. Pour preuve, le préambule de la constitution de la transition du 1er avril 2003 le prouve à suffisance, et il est ainsi libellé : « *Nous, délégués des composantes et entités au dialogue inter-congolais, réunis en plénière...* » le mot peuple congolais n'apparaissant qu'une seule fois pour tromper l'opinion.

VIII. LA GUERRE LARVEE ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS POUR L'OCCUPATION DE L'AFRIQUE CENTRALE

Ouvrons une parenthèse pour analyser la guerre larvée qui se joue ici entre Français et Américains : Les Etats-Unis veulent reprendre à la France l'influence historique qu'elle a sur ses anciennes colonies en débauchant tous les anciens dirigeants africains que la France a fait limoger en tentant de les remettre en scelle ou alors apporter leur appui à ceux que la France veut faire partir.

Pour le premier cas de figure, les Etats-Unis sont en train de soutenir Lissouba et Kolela pour qu'ils puissent revenir au pouvoir au Congo afin de bouter dehors Sassou Nguesso qui a le soutien de la France. Ils soutiennent également Ange-Felix Patassé pour le faire revenir au pouvoir en Centrafrique et bouter dehors le général Bozize, l'homme de la France. Pour le deuxième cas de figure, les Etats-Unis soutiennent le président Abdoulaye Wade du Sénégal dont les relations avec Paris ont toujours été en demi-teinte, et le cas le plus éloquent est celui du soutien qu'ils apportent au président Laurent Gbagbo de la Cote-d'Ivoire, que la France veut faire partir par le biais d'un accord biaisé que d'aucun appelle par ironie, « *Le raccourci de Marcoussis* », parce qu'il n'y a jamais eu de suite.

Ce que l'on doit retenir ici est que **les Etats-Unis ne veulent pas qu'il y ait un autre pays ou une entité étatique qui tente de les concurrencer.** C'est ainsi qu'ils ont mis à genoux l'URSS et leurs troupes sont stationnées maintenant dans des anciens Etats qui faisaient partie de la constellation soviétique.

18 ★ Démocratie Directe n°11

Au Moyen-Orient et en Asie, ils occupent militairement l'Arabie Saoudite, les Emirats, le Koweït, l'Irak où ils ont installé 12 bases militaires ceci pour mieux surveiller l'Iran. En Afrique, ils occupent toute l'Afrique noire, notamment la RDC qui est en passe de devenir officiellement une colonie américaine, et ils veulent bouter dehors la France dans toutes ces anciennes colonies pour s'accaparer des richesses du continent, avec une visée lointaine d'affaiblir l'Euro et de faire disloquer l'Union Européenne.

Les dirigeants européens ne voient pas encore venir la chose, mais ils se réveilleront en retard, car ils vont continuer à faire valser le dollar et ce qui entraînera in fine la chute de l'Euro. Ils veulent punir la France pour se venger de leur position hostile contre leur intervention en Irak. Mais ceci est une autre histoire.

CONCLUSION

L'échec de la transition sera considéré, par le peuple congolais **comme un aveu d'impuissance de la Communauté internationale mais aussi la conséquence de beaucoup de duplicité dans son attitude.** C'est également l'échec des Etats-Unis d'Amérique qui se font le chantre de « l'exportation de la démocratie » dont les résultats ne sont pas convaincants. Les cas de l'Afghanistan et de l'Irak le démontrent suffisamment. C'est aussi l'échec personnel du Secrétaire Général de l'ONU, Mr Kofi Anan, qui a placé à la tête de la Monuc un incompetent et un irresponsable en la personne de Mr. Swing lequel, est loin de travailler dans les limites de son mandat, mais qui s'occupe d'autres choses qui ne rentrent pas dans l'exercice de son mandat.

C'est pourquoi, j'ai dénoncé et démontré que les signataires de l'accord de Lamera ont vendu le Congo aux prédateurs, aux vautours et charognards qui volent, et pillent notre pays au détriment du peuple congolais et je demande à ce qu'ils soient traduits devant la Cour Pénale Internationale. J'ai dénoncé et démontré que l'accord de Lusaka est un acte de reddition et de capitulation afin d'officialiser l'occupation effective de notre pays par le Rwanda, soutenu par le Secrétaire Général des Nations Unies et les services secrets occidentaux. J'ai dénoncé et démontré que l'accord Global et inclusif, passant par plusieurs transfigurations et métamorphoses a donné naissance à un avorton « vampirique » à cinq têtes, qui prétend gouverner le pays alors qu'il agit pour le compte des étrangers. J'ai dénoncé et démontré l'attitude partisane du Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur Kofi Anan, qui a toujours fermé les yeux sur les crimes odieux de génocide que commettent le Rwanda et l'Ouganda sur les populations congolaises à l'Est du Congo et je demande solennellement au comité du prix Nobel à Stockholm de lui retirer la médaille du prix Nobel de la Paix qu'on lui a indûment décerné. Je demande au Conseil de Sécurité des Nations Unies de demander des explications à Mr Kofi Anan sur la gestion de la crise congolaise et, au besoin, de pourvoir à son remplacement car de notre point de vue, il ne semble pas gérer la crise congolai-

se selon les dispositions et prescrits juridiques de la charte des Nations Unies. Je saisi la Cour Internationale de Justice de La Haye pour demander au Rwanda, à l'Ouganda, au Burundi, réparation et compensation financière des dommages causés en faveur des **familles congolaises victimes du génocide** car il n'y a pas de gouvernement responsable au Congo pour le faire. Je saisi la Cour Européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg pour enquêter sur les crimes de génocides et crimes de guerre perpétrés par le Rwanda et l'Ouganda en République Démocratique du Congo et que les coupables soient déferés devant la Cour Pénale Internationale, car il n'y a pas de gouvernement responsable au Congo pour le faire. Je prie le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en tant que leader du monde de chercher la voie de la vérité et de la justice et de faire arrêter les massacres au Congo. Je demande au gouvernement français, porteur des valeurs universelles de protection des droits de l'Homme d'aider à **faire reconnaître partout dans le monde le génocide congolais** et de le faire inscrire à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil de Sécurité ; J'affirme que ces écrits ne sont pas la traduction d'une haine quelconque contre le peuple rwandais avec lequel nous avons des liens de consanguinité et de famille, mais contre le système du pouvoir rwandais qui met le peuple congolais sous le joug de l'esclavage. Je clame la victoire finale du peuple congolais sur l'ennemi. Je clame justice et liberté pour le peuple congolais qui vit actuellement en captivité et dans la soumission aux forces sataniques et vampiriques de la formule 1 + 4. Je prie Dieu le Tout Puissant pour qu'IL écoute les prières du Peuple Congolais et Qu'IL puisse les délivrer au soir d'un certain 30 juin 2005. Car IL dit : « *En ce jour-là dit l'Eternel des armées, je briserai son joug de dessus ton cou, je romprai tes liens, les étrangers ne t'assujettiront plus* » (Jer. 30 : 8).

Notre combat doit continuer car comme l'avait dit Napoléon avant la bataille d'Austerlitz que : « mourir n'est rien, mais vivre vaincu, c'est mourir plusieurs fois ». Et les Romains de dire plusieurs siècles avant lui : « Potius mori quam feodari ».

■ Robert Mbelo (Diplomate)

Notes et renvois :

(1) Joseph Kapila et Kagamé se sont rencontrés à en tête-à-tête plusieurs fois, de quoi parlent-ils ?...

(2) Honoré Ngbanda Nzambo : « **Crimes organisés en Afrique Centrale** », Révélation sur les réseaux rwandais et occidentaux, pp. 337-340, Paris 2004.

(3) Schofield Coryell : « **Les Rosenberg, martyrs ou héros** », Nouvelle Enquête, in « Le Monde Diplomatique », juin 2003, pp. 30-31.

(4) Lire dossier rédigé par Pierre BARACYTSE, Ingénieur Civil des Mines: "**The Geopolitical stakes of the International mining companies in the Democratic Republic of Congo**", décembre 1999, in site : <http://www2.minorisa.es/inshuti/minrea.htm>

(5) Pour des plus amples information lire Honoré Ngbanda, op. cit. pp 183-225

(6) A présent voici le texte de l'accord de Lamera dont les prédateurs se servent toujours comme un engagement officiel de notre pays vis-à-vis d'eux, alors qu'il s'agissait d'un accord mafieux engageant des vils individus.

ACCORDS DE LEMERA « Le 23 Octobre 1996 par les camarades fondateurs de l'AFDL (NDRL : Il s'agit de Laurent Kabila du PRP, « Parti de la Révolution Populaire », de André Ngandu Kisase du MNC/L-CNRD « Mouvement National Congolais/Lumumba – Conseil National de résistance pour la démocratie », de Anselme Masasu du MRLZ, « Mouvement Révolutionnaire pour la libération du Zaïre », de Deogratias Bugera de l'ADP « Alliance Démocratique des peuples » et de Bizima Kahara, qui les a approuvés ; Art.1. Il est Créé en ce jour du 23 octobre 1996 à l'hôtel Lamera, une Alliance des Forces Démocratique pour la Libération du Congo qui sera soutenue militairement par les forces combattantes de l'AFDLA. Art.2. Le sol et le sous-sol congolais appartiennent à l'Alliance. Art.3. L'Alliance devra demeurer une institution de l'Etat canalisatrice de l'idéologie de libération. Art.4. Prêchant le pan-africanisme, l'Alliance s'engage à céder 300 kilomètres aux frontières congolaises, à l'intérieur du pays, pour sécuriser ses voisins Ougandais, Rwandais et Burundais contre l'insurrection rebelle. Art.5. Dès que l'Alliance aura gagné la victoire, une rétribution spéciale sera allouée aux Alliés. Sa détermination est de la compétence de l'instance supérieure de l'Alliance. Art.6. Tous les politiciens des années soixante en RDC et ceux ayant collaboré avec le régime Mobutu seront mis en retraite politique. Art.7. La nationalité congolaise sera accordée collectivement aux « camarades Banyamulenge et aux autres populations d'origine rwandaise » établies au pays avant la date de l'indépendance de notre pays (le 30 juin 1960) Art.8. L'Anglais et le Swahili devront concurrencer le français dans l'espace linguistique de notre pays ». Je vous transmet in extenso ce document qui m'avait été remis à Kinshasa par un ancien membre de l'Alliance. A vous d'en juger et de le commenter. Il s'agit d'une affaire sérieuse qu'il faudra examiner avec mûre réflexion car ce texte, loin d'être salubre, nous a conduit dans les profondeurs obscures du monde des ténèbres. Il n'y a point besoin de s'engager dans des polémiques inutiles, car depuis que Joseph Kabila avait promis en 2003 de publier ce texte, il ne l'a jamais fait et, vous comprendrez la raison en le lisant. Ceux du Gouvernement ou ceux la défunte AFDL qui contesteront ce document, je les mets au défi d'en produire un autre.

(7) La privatisation du port de Matadi et l'achat des installations électriques d'Inga ont déjà fait l'objet de tractations depuis avril 2003 entre l'actuel gouvernement de transition et des groupes financiers français et sud-africains.

(8) Le Conseil de Tutelle a été créé en vertu du chapitre XIII de la charte. Avec l'indépendance de Palau, dernier territoire sous tutelle des Nations Unies, le Conseil a officiellement décidé de suspendre ses activités en 1994. Ces îles du Pacifique (Palaos), étaient administrées par les Etats-Unis d'Amérique, mais après que la population se fut prononcée pour son autonomie, Palaos devint indépendant en 1994 et adhéra à l'ONU en tant que 185ème Etat Membre. Si demain la RDC était mise sous tutelle, ce seront les Etats-Unis qui vont administrer le Congo.

(9) Le chef de l'antenne de la CIA à Kinshasa, c'est le représentant de chevron au Congo.